

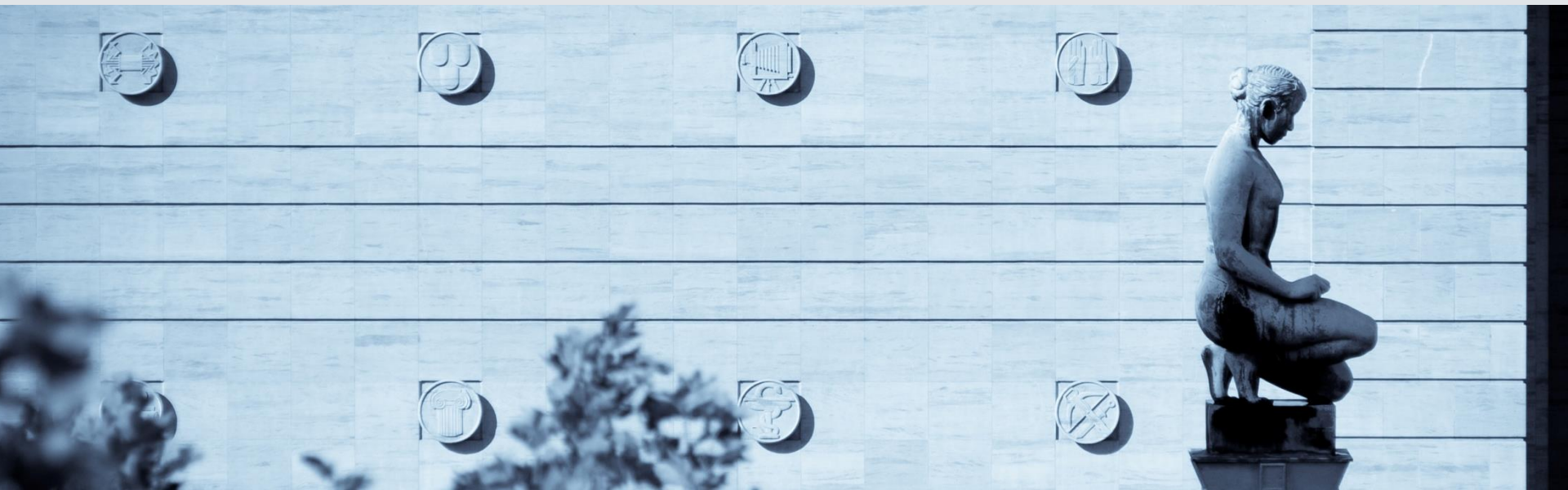
Rapport annuel 2015

23 mars 2016

Spa

Vincent Magnée

Directeur



Rapport annuel 2015

1. Situation mondiale
2. Zone euro
3. Système financier belge
4. Economie belge



1. Situation mondiale en constante mutation



Ralentissement de la croissance mondiale sous l'effet des économies émergentes

(pourcentages de variation en volume par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

	2013	2014	2015	<i>p.m.</i> <i>Part du PIB mondial¹</i> <i>2014</i>
Pays avancés	1,1	1,8	1,9	42,9
dont: États-Unis	1,5	2,4	2,5	15,9
Japon	1,6	0,0	0,6	4,4
Zone euro	-0,3	0,9	1,6	12,2
Royaume-Uni	2,2	2,9	2,5	2,4
Pays émergents	5,0	4,6	4,0	57,1
dont: Chine	7,7	7,3	6,9	16,6
Russie	1,3	0,6	-3,7	3,3
Amérique latine	2,9	1,3	-0,4	8,6
Monde	3,3	3,4	3,1	100,0
<i>p.m. Commerce mondial²</i>	3,2	3,4	2,6	

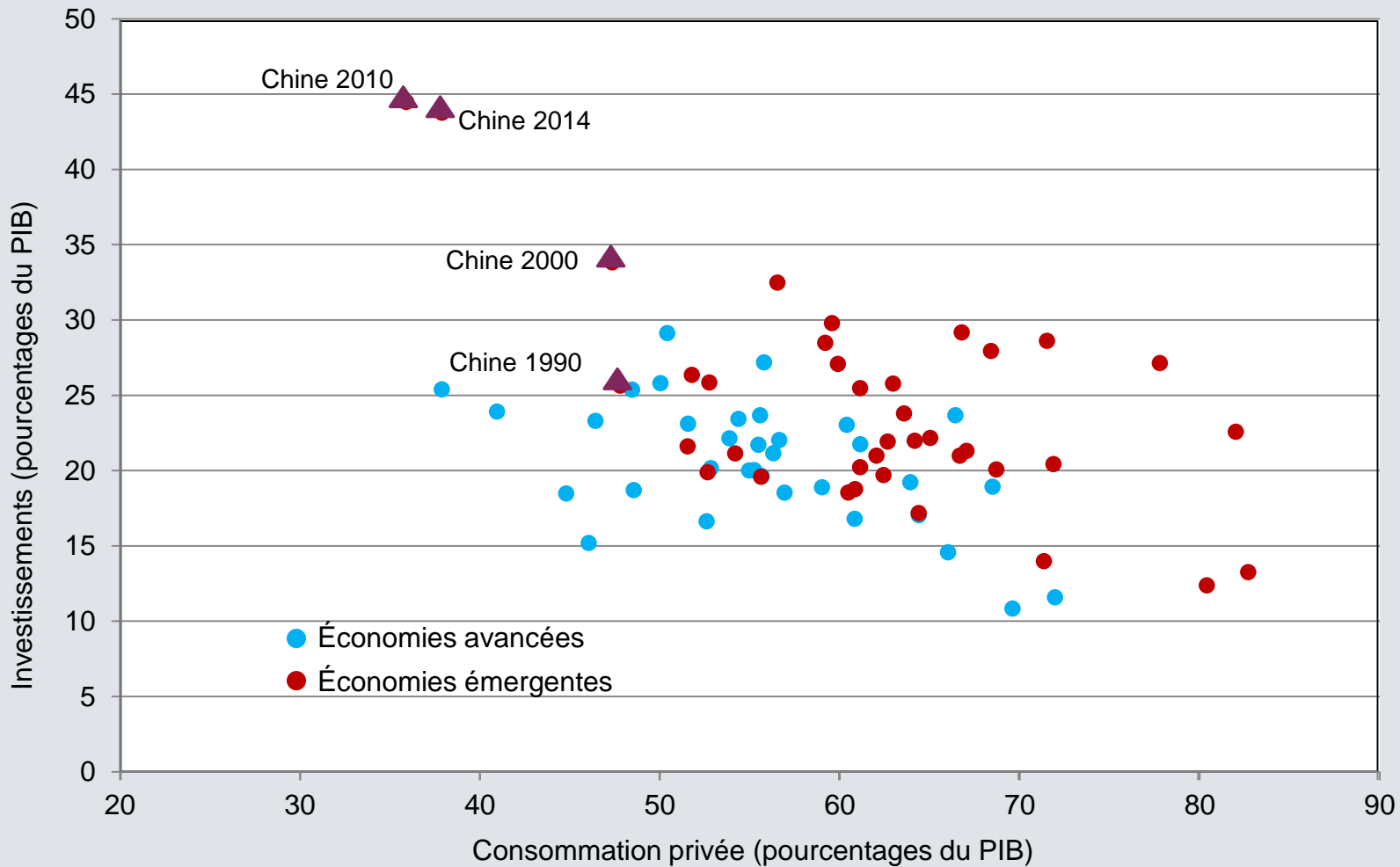
Sources: CE, FMI.

¹ Selon les définitions du FMI et calculé sur la base des parités de pouvoir d'achat.

² Moyenne des exportations et des importations de biens et de services.



Chine: composition déséquilibrée des dépenses¹

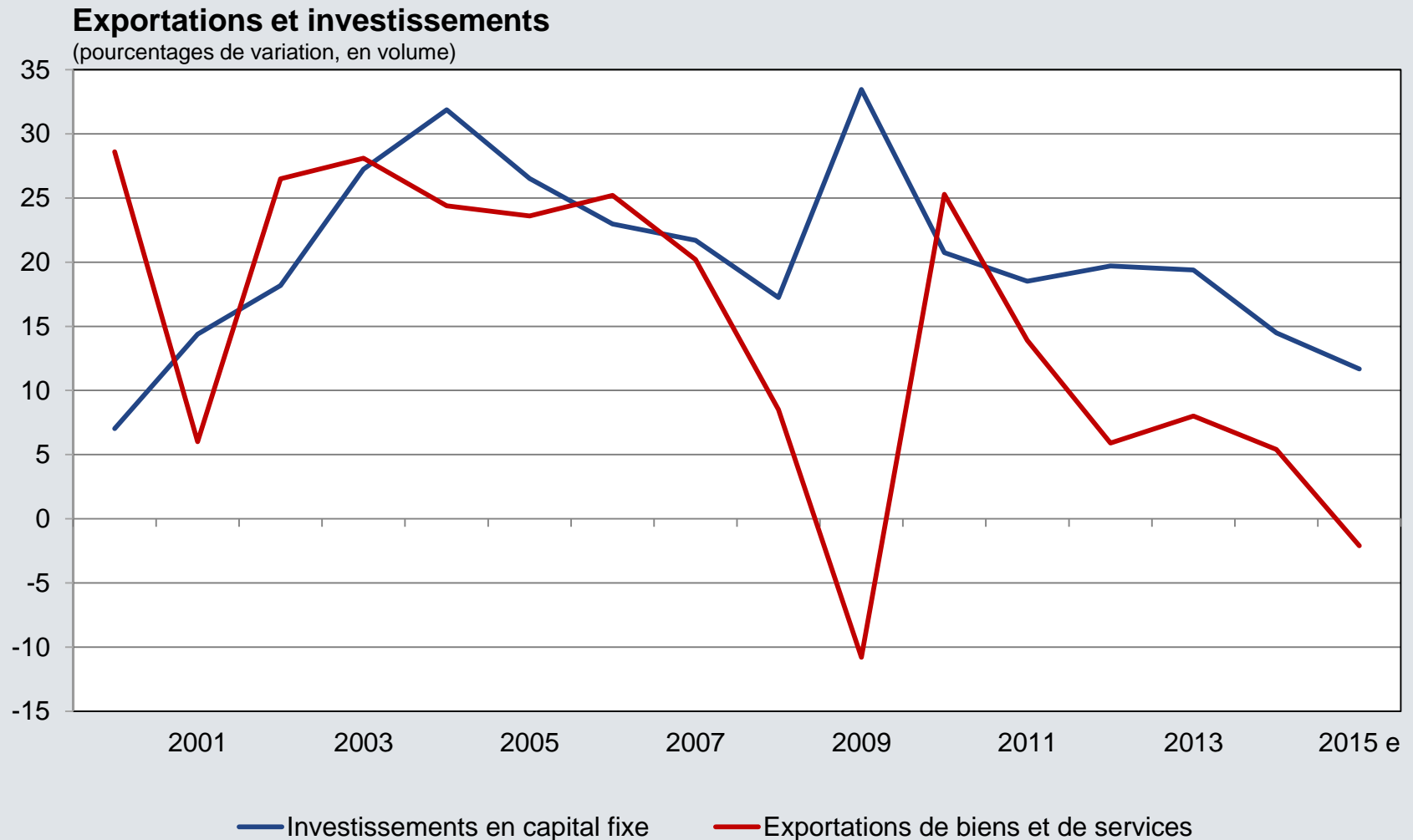


Source: Banque mondiale.

¹ Sauf mention contraire, les chiffres portent sur l'année 2014.



Chine: transition vers un nouveau modèle de croissance



Le ralentissement de la demande et l'offre abondante ont pesé sur les cours des matières premières

Cours des matières premières

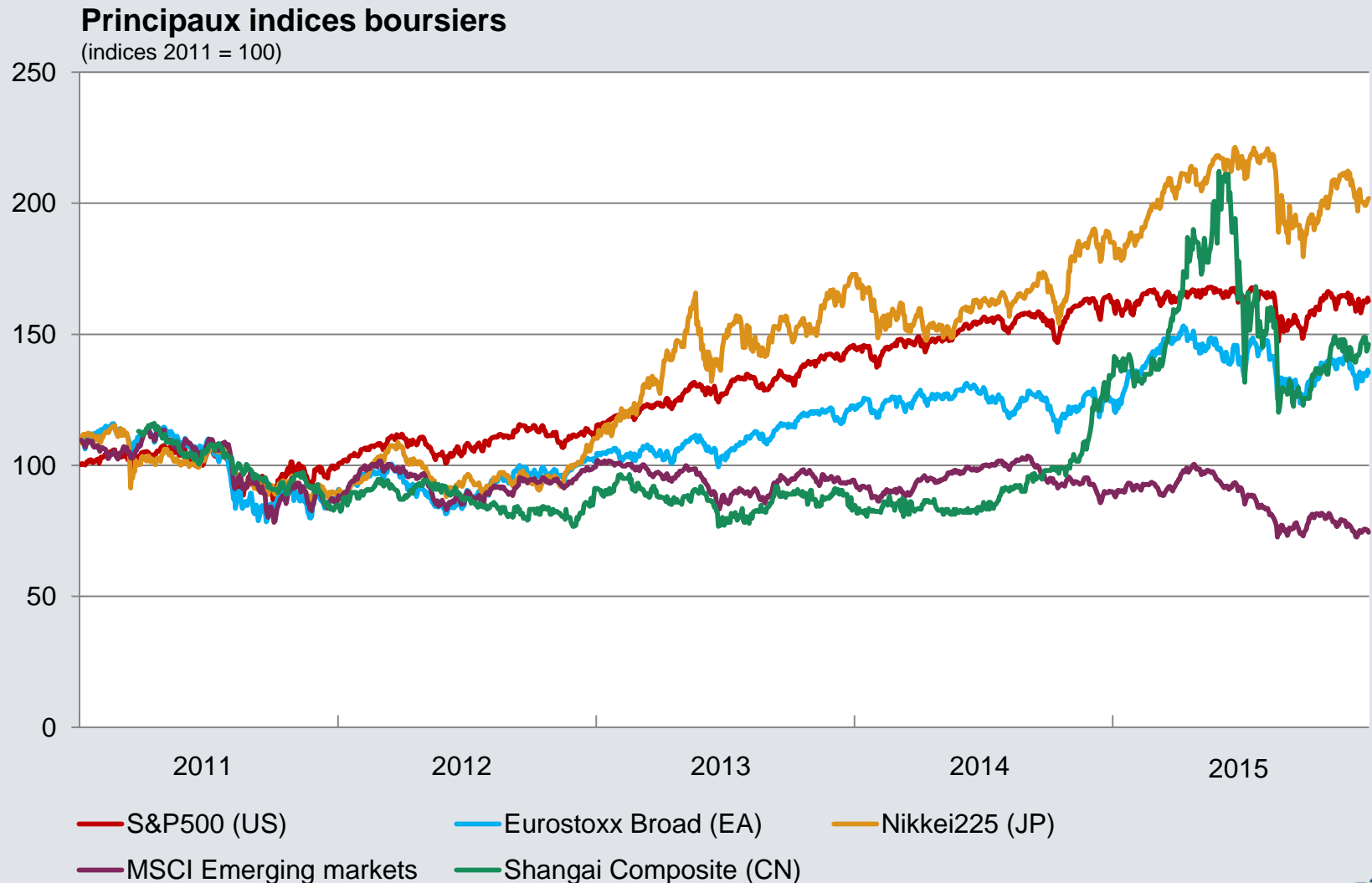
(données journalières en dollars des États-Unis)



- Brent (par baril)
- Matières premières alimentaires (indice 2011 = 100)
- Matières premières industrielles (indice 2011 = 100)



Volatilité accrue sur les marchés financiers



Source: Thomson Reuters Datastream.



Rapport annuel 2015

1. **Situation mondiale**
2. **Zone euro**
3. **Système financier belge**
4. **Economie belge**



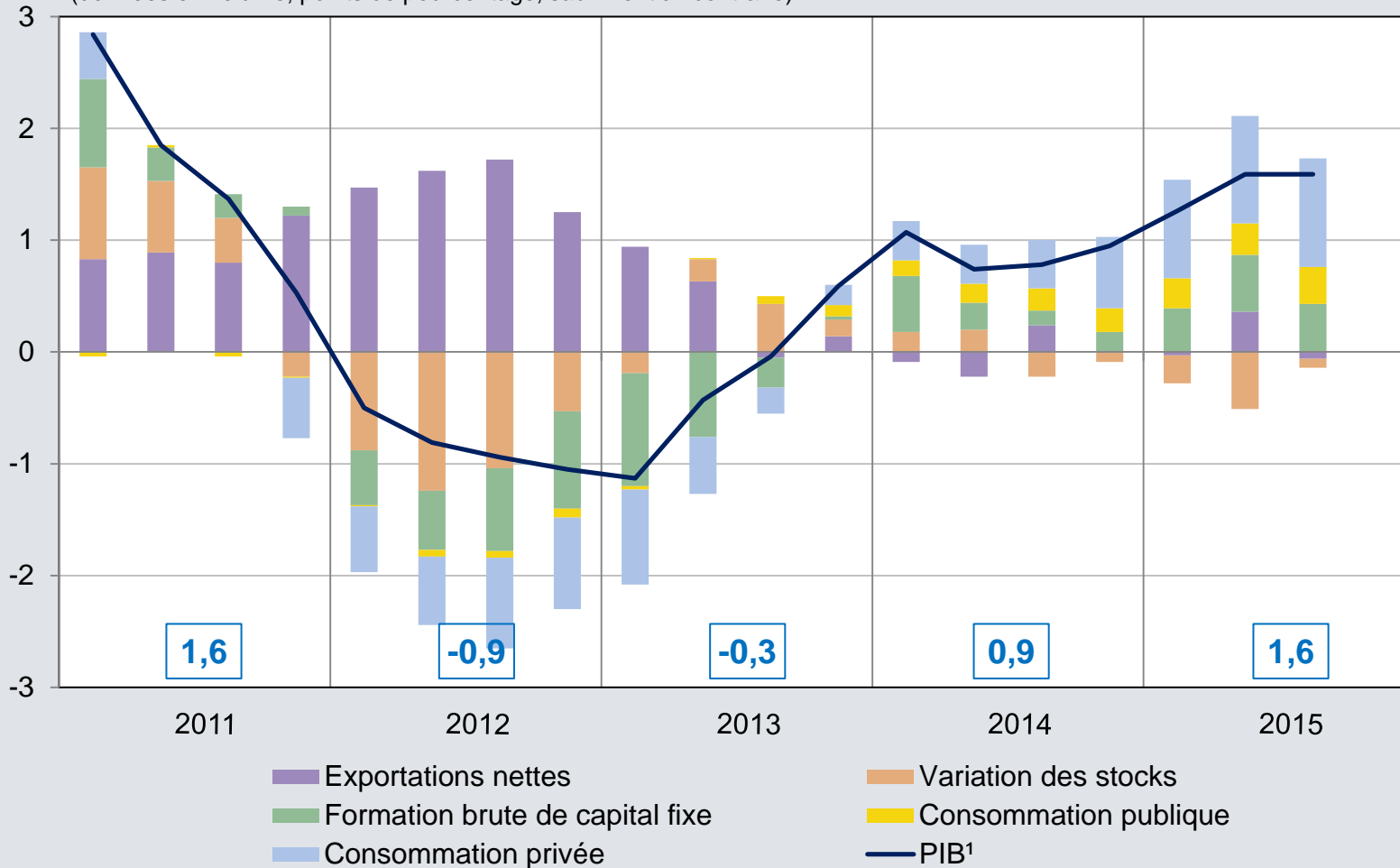
**2. Zone euro:
réorienter la
reprise vers une croissance
durable et renforcer les fondamentaux
pour réaliser une union monétaire stable**



Croissance modérée de l'activité dans la zone euro

Contribution à la croissance annuelle du PIB

(données en volume; points de pourcentage, sauf mention contraire)



Source: CE.

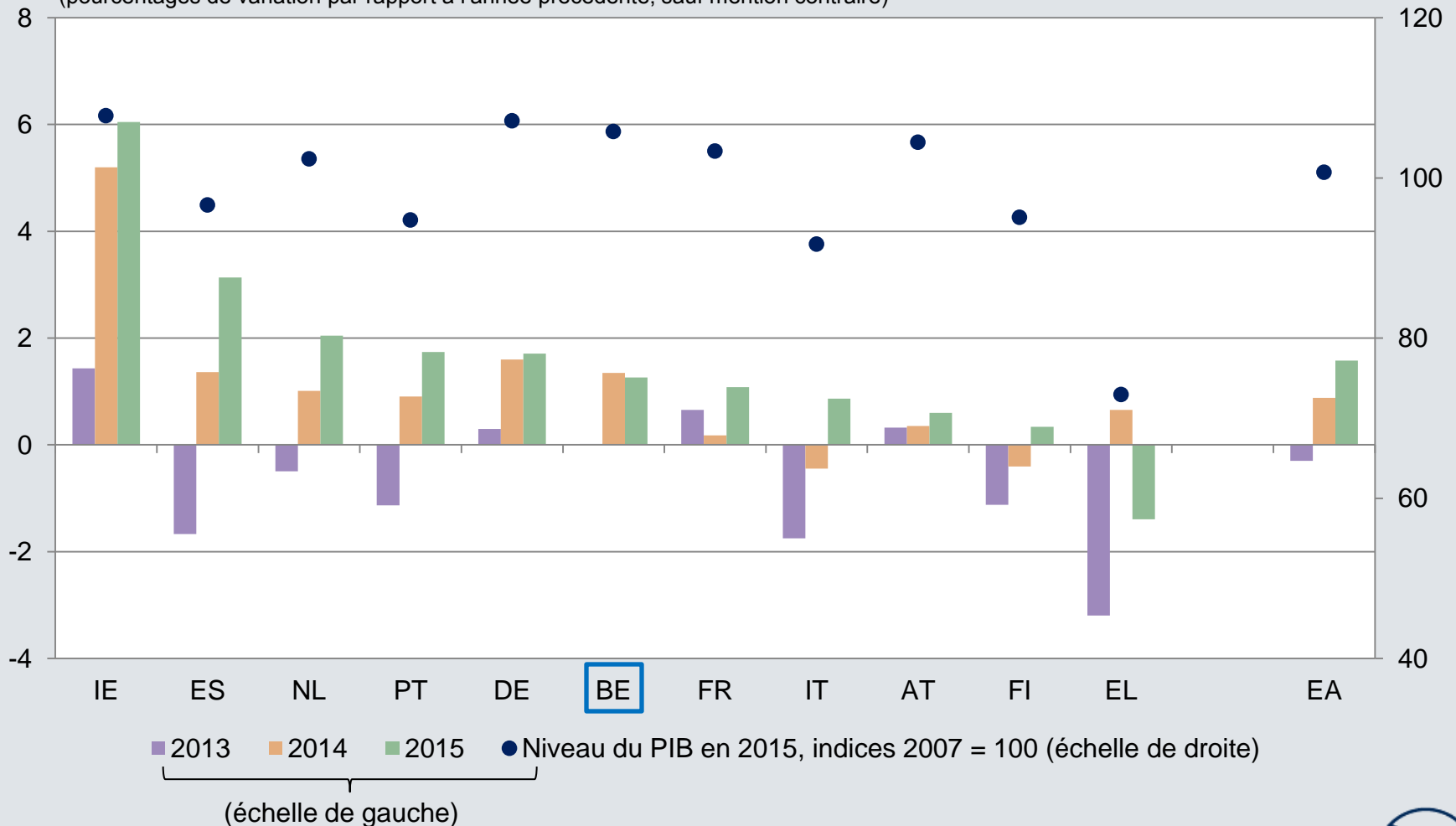
¹ Pourcentages de variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.



La croissance économique est redevenue positive dans la quasi totalité des pays de la zone euro

croissance du PIB en volume

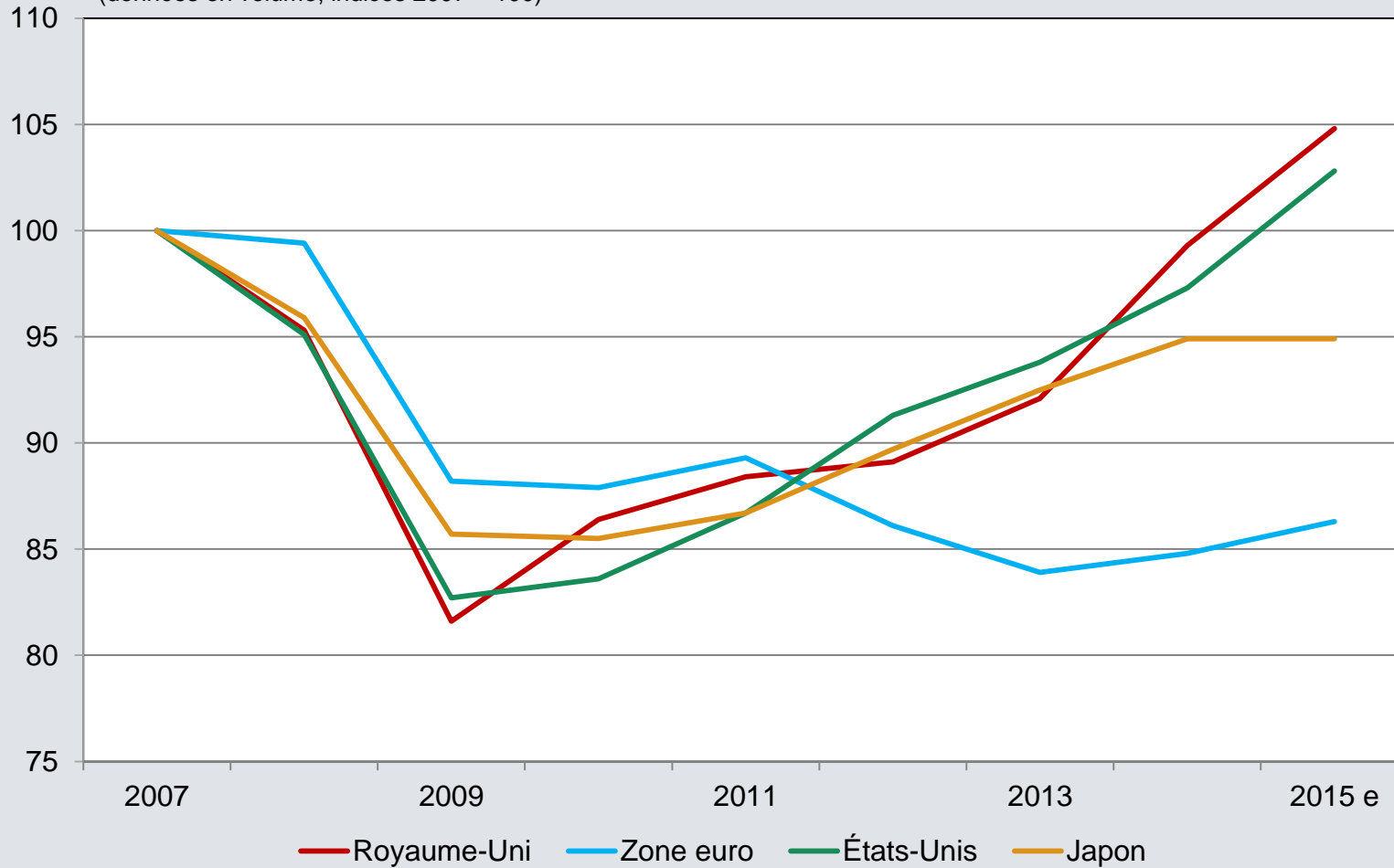
(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)



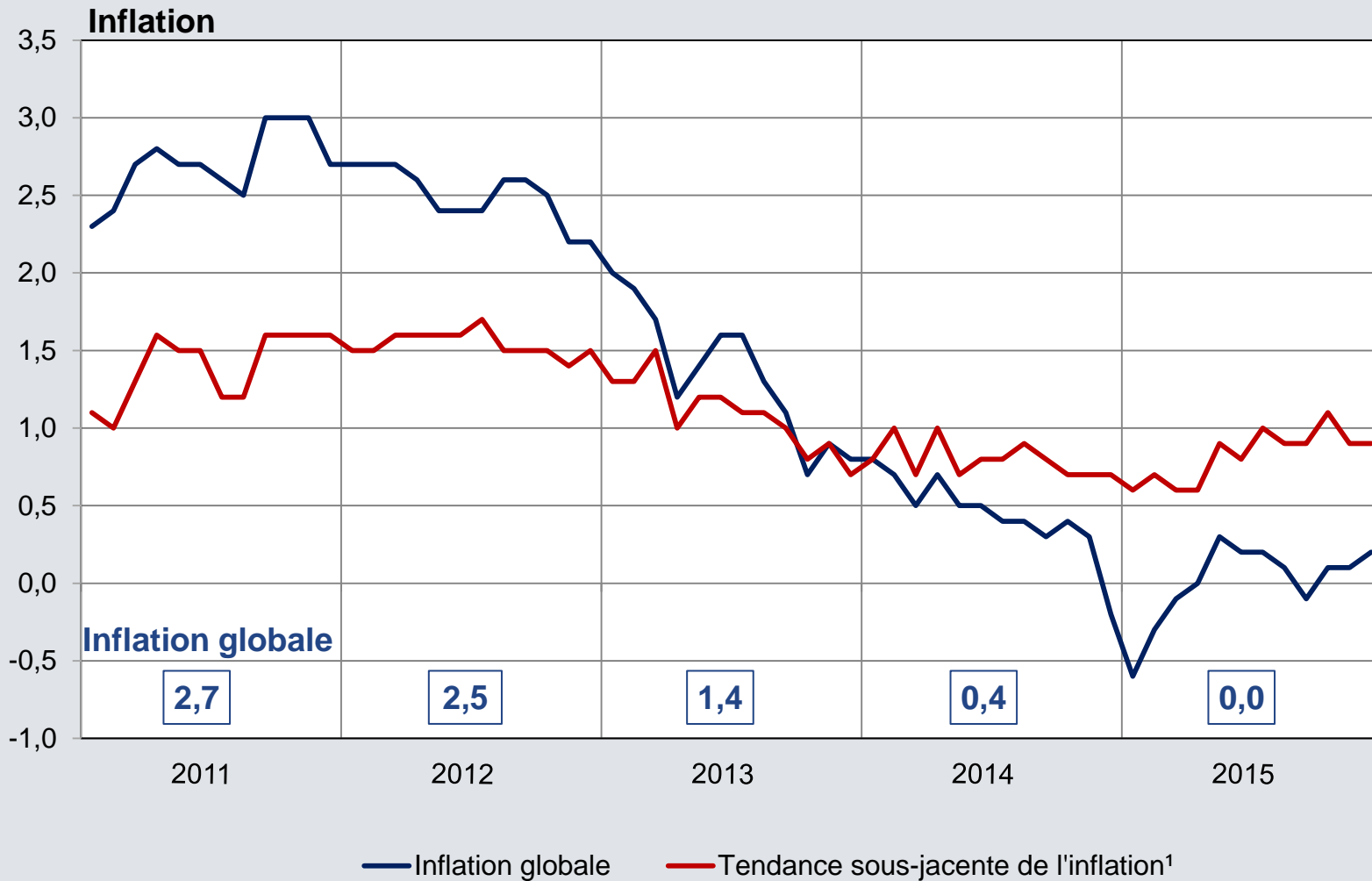
Les investissements faibles pèsent sur le potentiel de croissance

Formation brute de capital fixe

(données en volume, indices 2007 = 100)



L'inflation demeure en-deçà de l'objectif

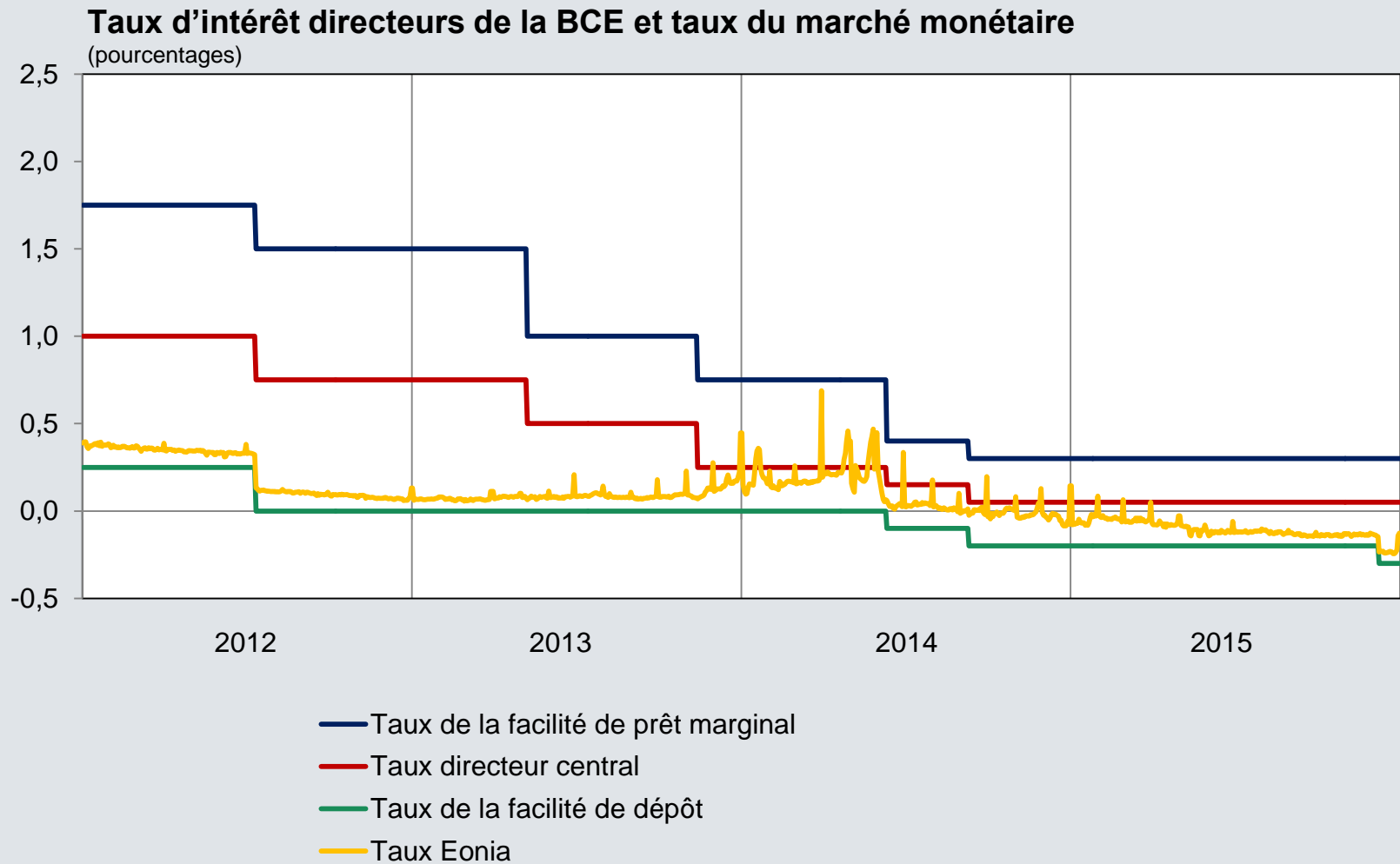


Sources: BCE, CE.

¹ Inflation globale hors énergie et produits alimentaires.



Taux d'intérêt directeurs à des niveaux historiquement bas



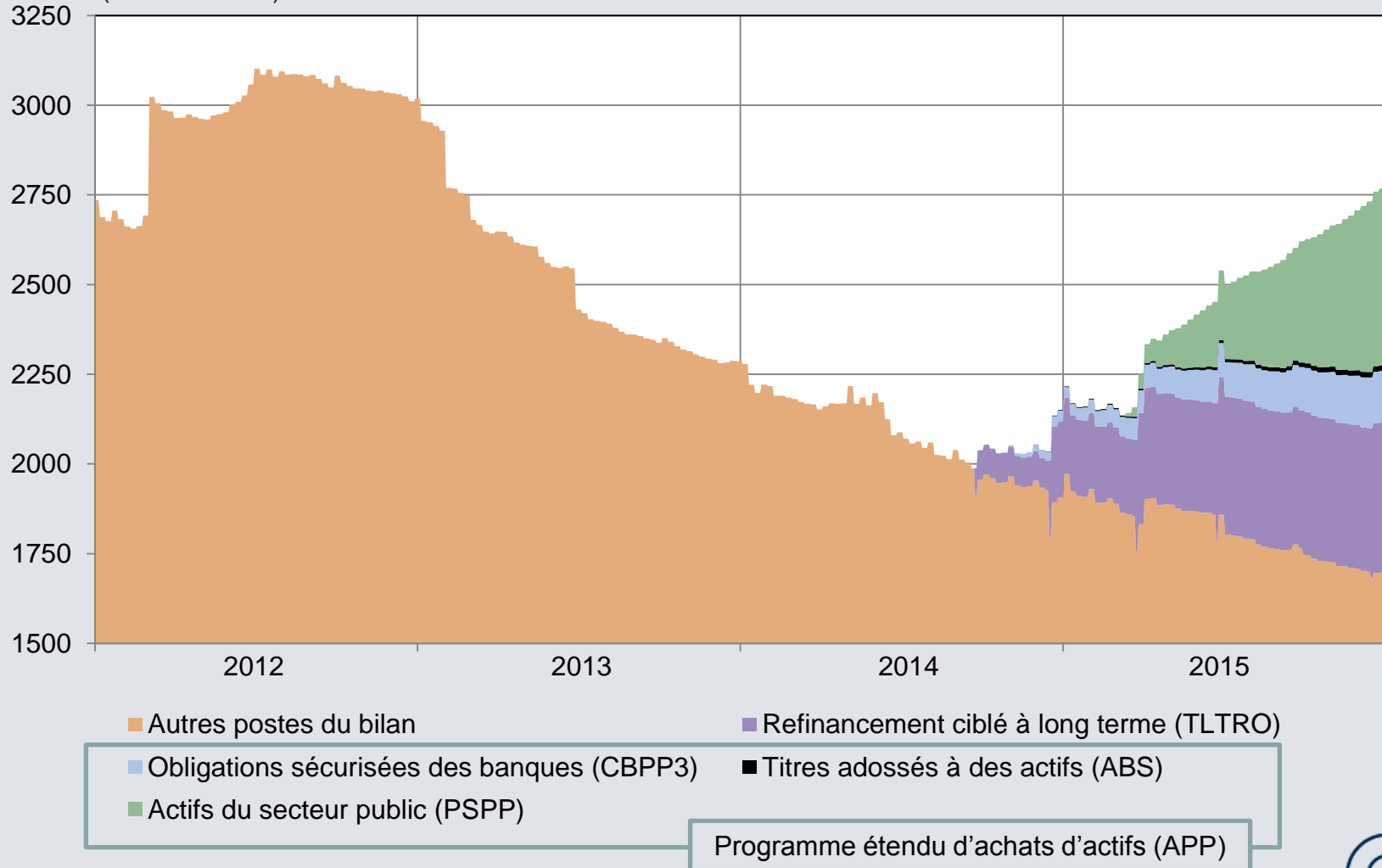
Sources: BCE, Thomson Reuters Datastream.



Assouplissement supplémentaire grâce aux programmes d'achats d'actifs

Bilan consolidé de l'Eurosystème: actifs

(milliards d'euros)



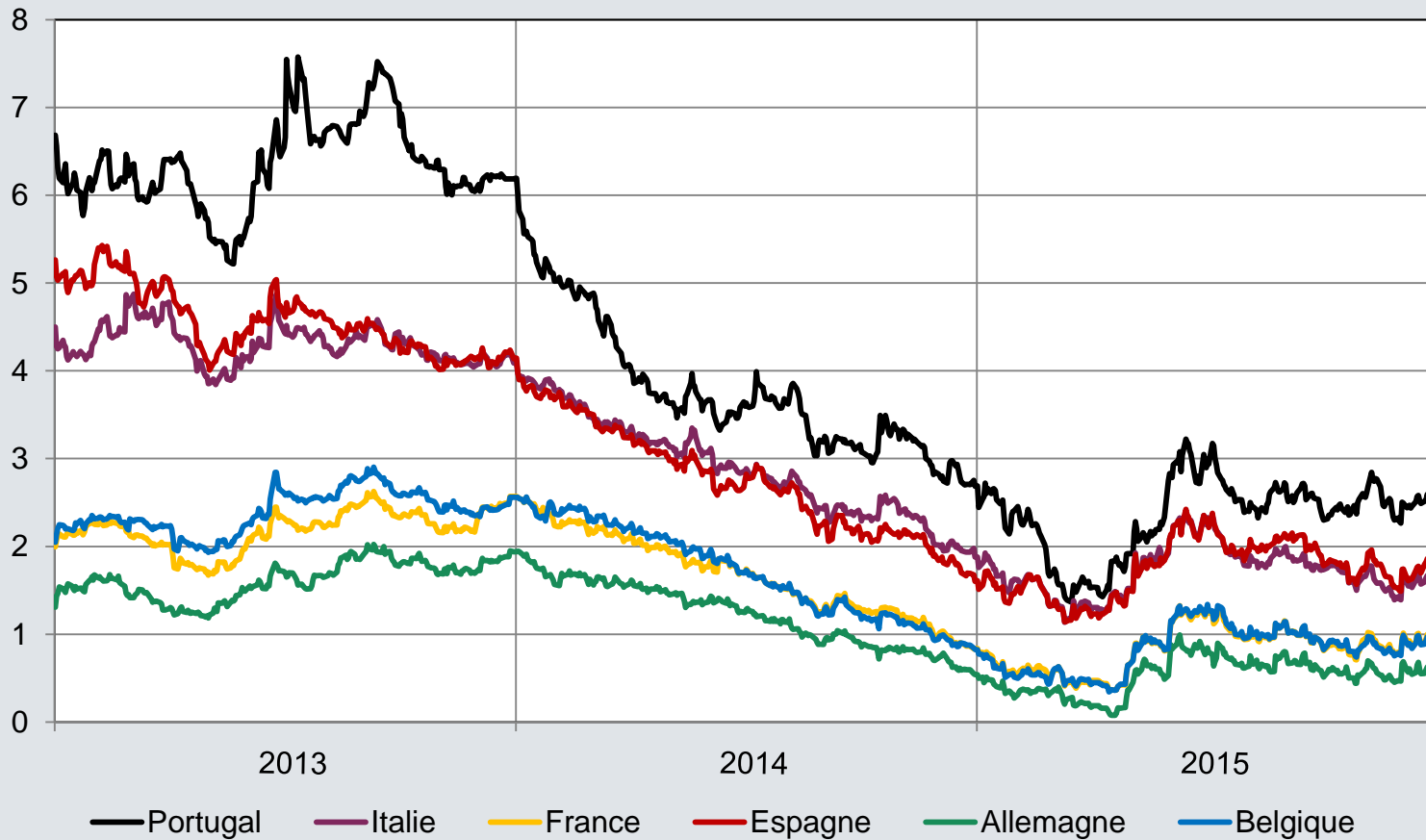
Source: BCE.



Transmission de la politique monétaire:

1) taux à long terme des obligations d'État

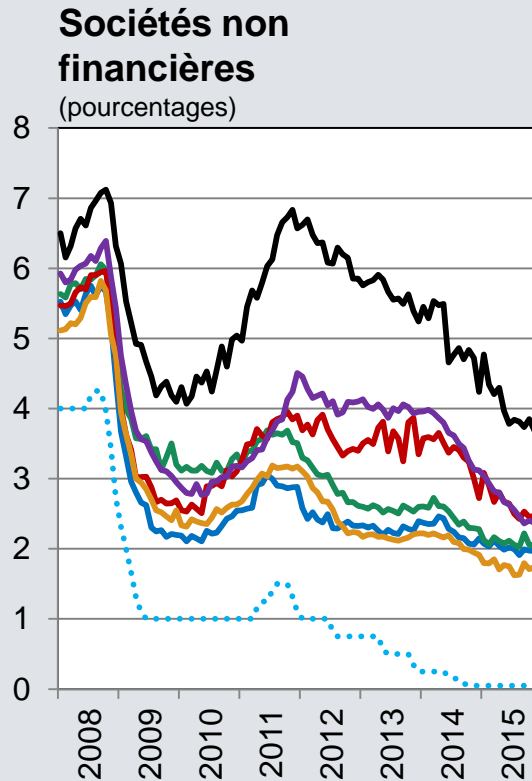
Rendement des obligations d'État à dix ans
(pourcentages)



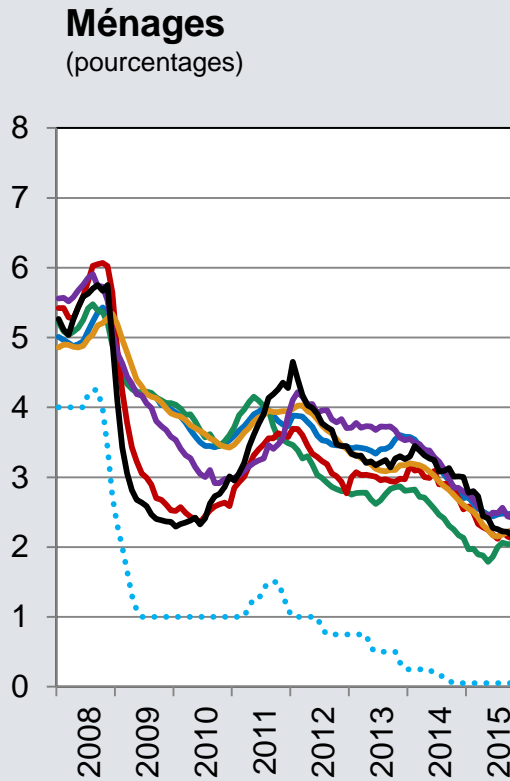
Transmission de la politique monétaire:

2) crédits bancaires

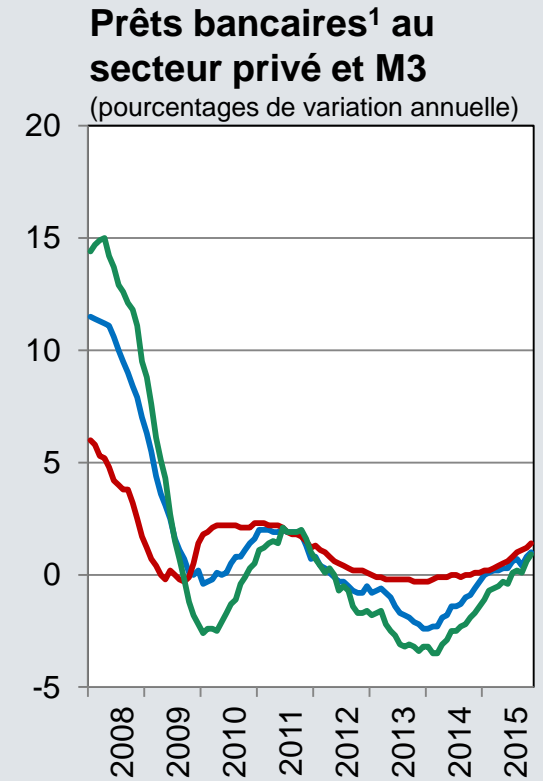
Taux d'intérêt:



- Belgique
- Espagne
- Italie
- Taux directeur central



- Allemagne
- France
- Portugal



- Secteur privé
- Ménages
- Entreprises

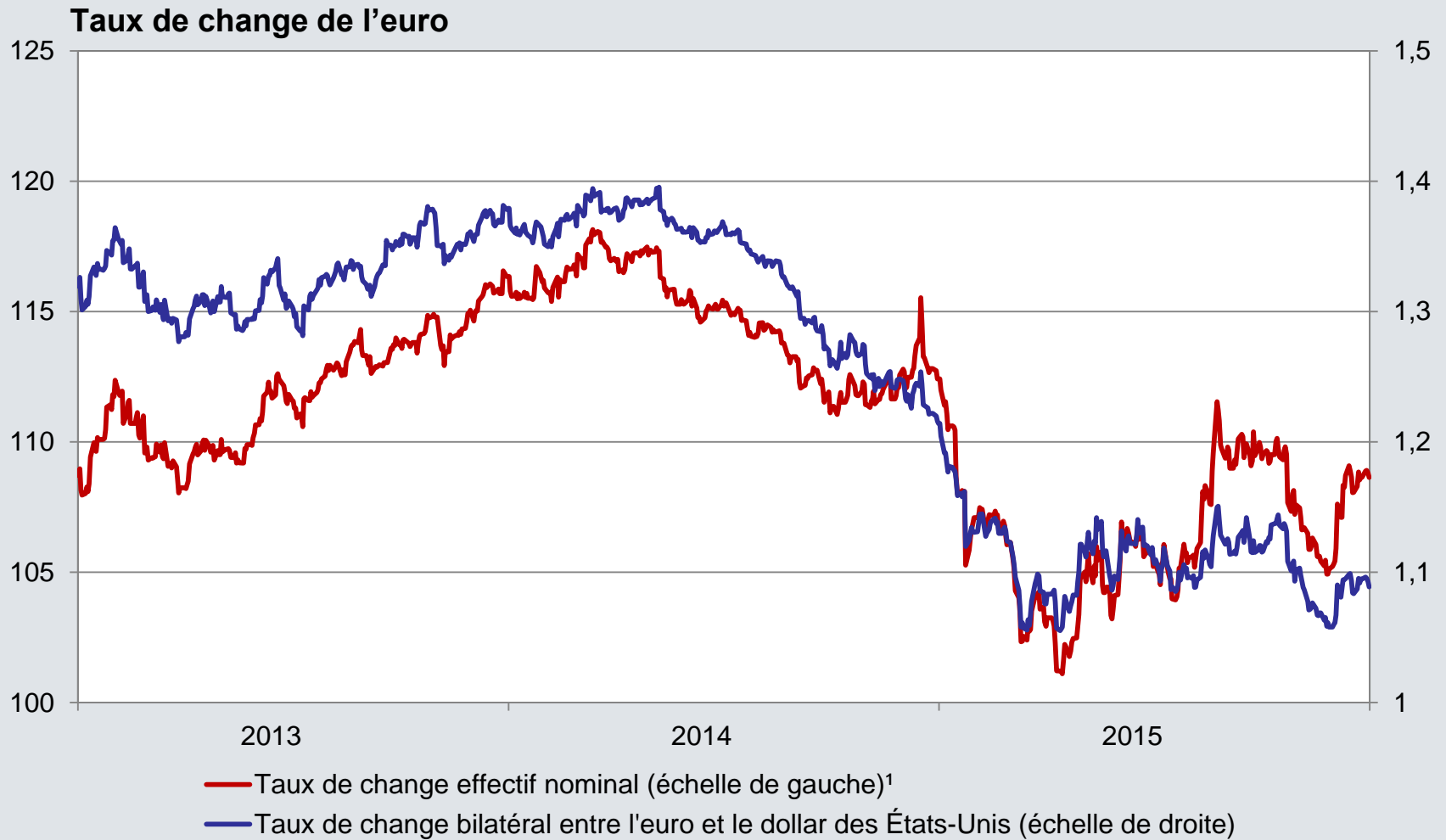
Sources: BCE, Thomson Reuters Datastream.

¹ Toutes maturités confondues. Les données relatives aux prêts bancaires au secteur privé sont corrigées pour la titrisation sur toute la période. Celles des prêts bancaires aux ménages et aux entreprises sont corrigées à partir de janvier 2010.



Transmission de la politique monétaire:

3) dépréciation de l'euro



Sources: BCE, Thomson Reuters Datastream.

¹ Taux de change effectif nominal vis-à-vis des 38 principaux partenaires commerciaux de la zone euro.



Rapport annuel 2015

1. **Situation mondiale**
2. **Zone euro**
3. **Système financier belge**
4. **Economie belge**



3. Le système financier belge au sein d'un environnement de taux faibles

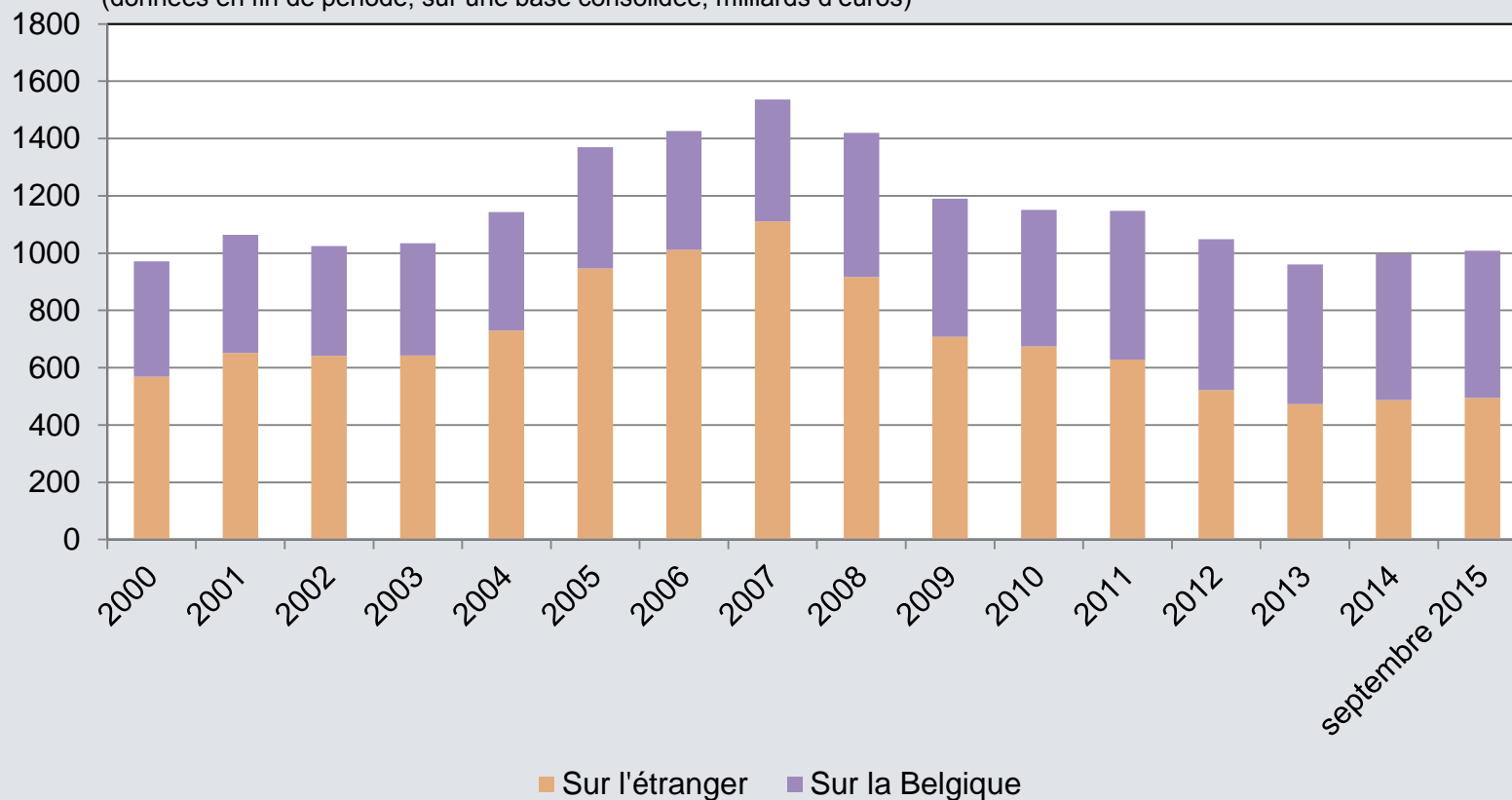


Secteur bancaire

- ▶ Le processus de désendettement amorcé en 2008 semble achevé

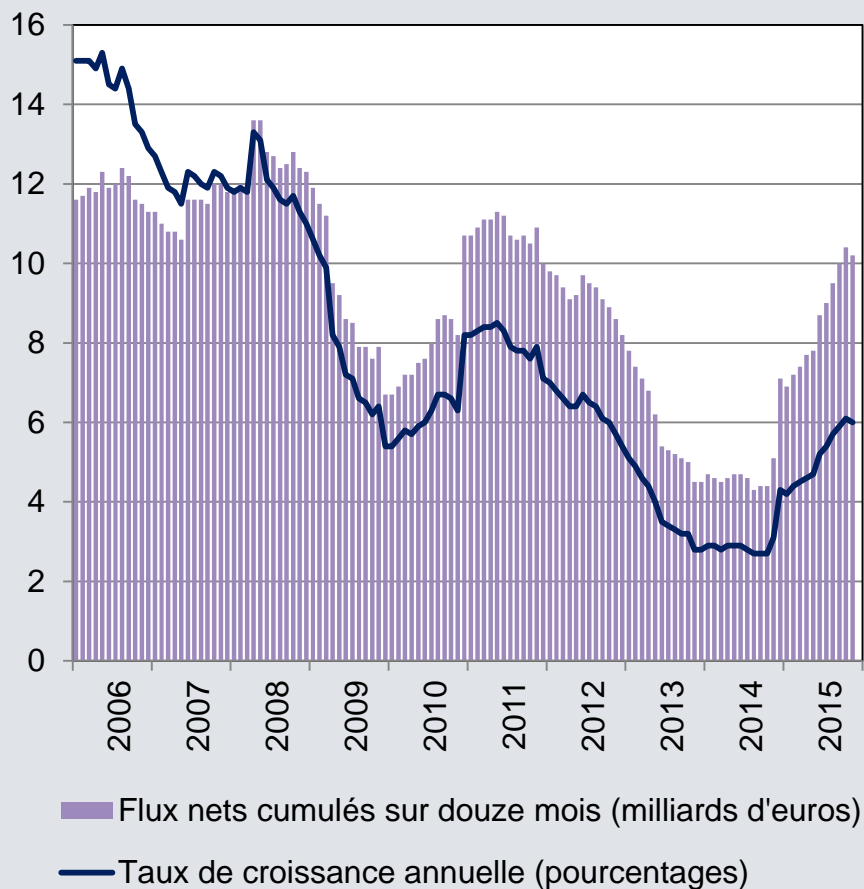
Structure des actifs des établissements de crédit belges

(données en fin de période, sur une base consolidée, milliards d'euros)



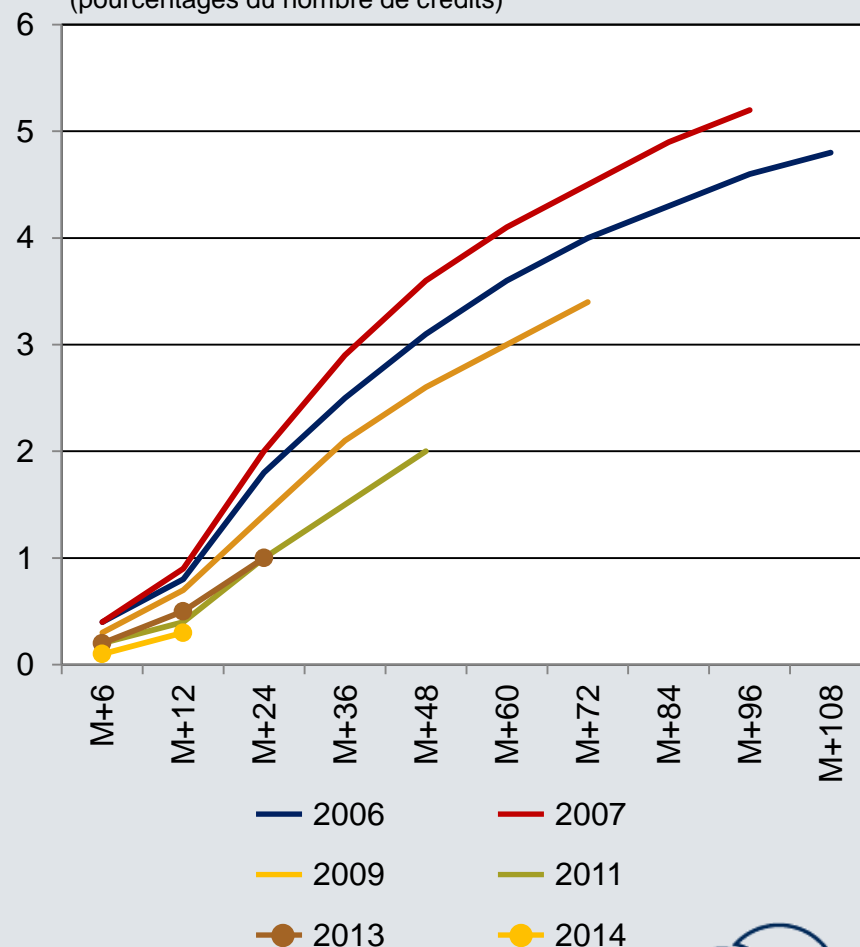
Des crédits immobiliers en hausse, les défauts de paiement restent stables

Évolution des octrois de crédits hypothécaires



Défauts de paiement sur les crédits hypothécaires par année d'octroi

(pourcentages du nombre de crédits)



Secteur bancaire: bons résultats en 2015, mais une partie des bénéfices n'est pas structurelle

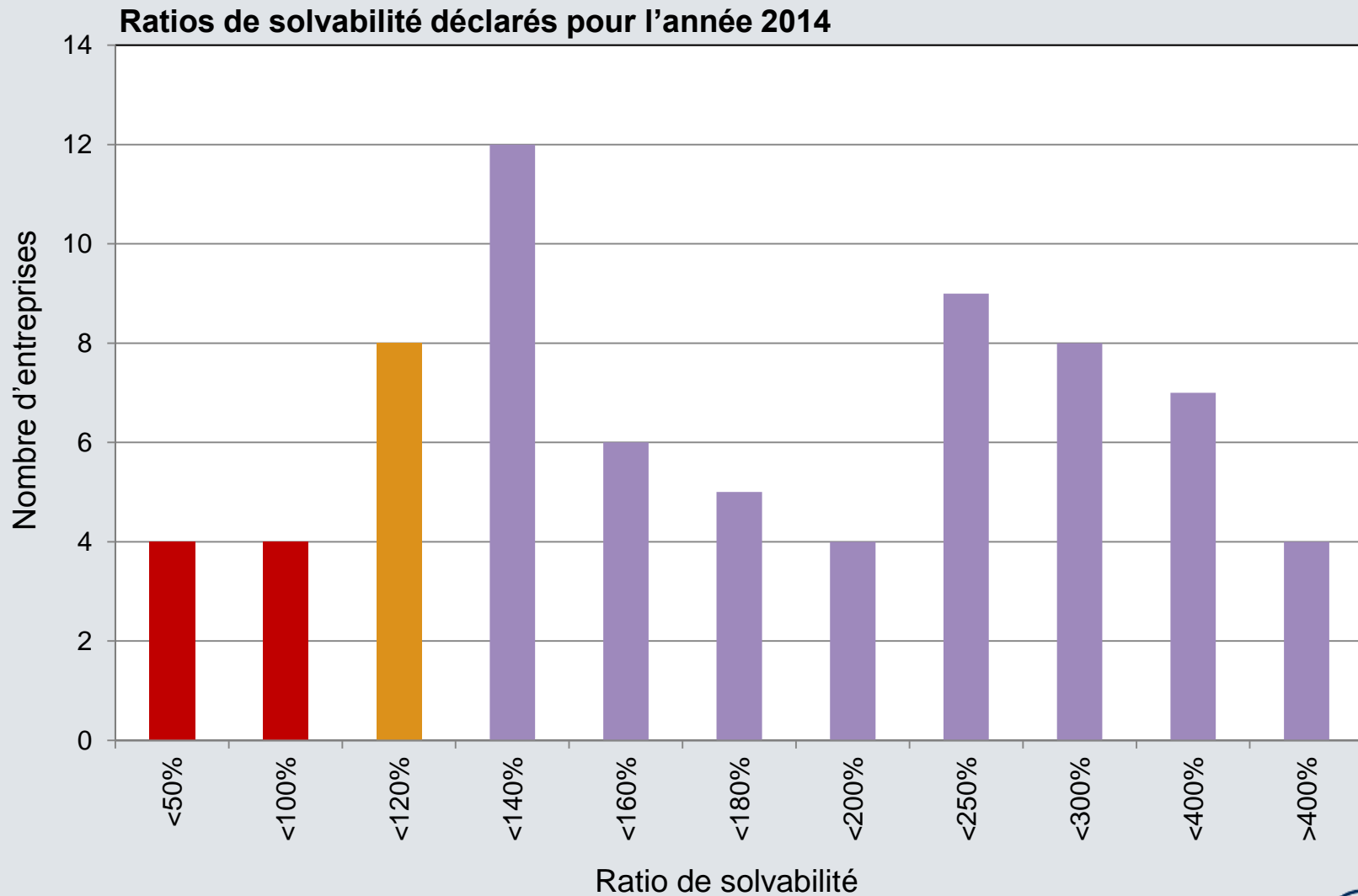
Compte de résultats des établissements de crédit belges

(données sur une base consolidée; milliards d'euros, sauf mention contraire)

	2011	2012	2013	2014	Neuf premiers mois	
					2014	2015
Résultat net d'intérêts	14,0	13,6	13,3	14,5	10,8	11,3
Résultat hors intérêts	4,8	4,5	7,0	6,2	5,0	5,7
Produit bancaire	18,7	18,1	20,3	20,7	15,8	16,9
Dépenses opérationnelles	-12,3	-13,0	-12,4	-12,7	-9,6	-10,0
Résultat brut d'exploitation	6,4	5,0	8,0	8,0	6,2	7,0
Réductions de valeur et provisions	-5,0	-2,6	-3,0	-1,3	-0,9	-0,6
Autres composantes du compte de résultats	-1,0	-0,8	-1,8	-2,2	-1,6	-1,9
Profit ou perte net(te)	0,4	1,6	3,3	4,5	3,6	4,4



Secteur des assurances



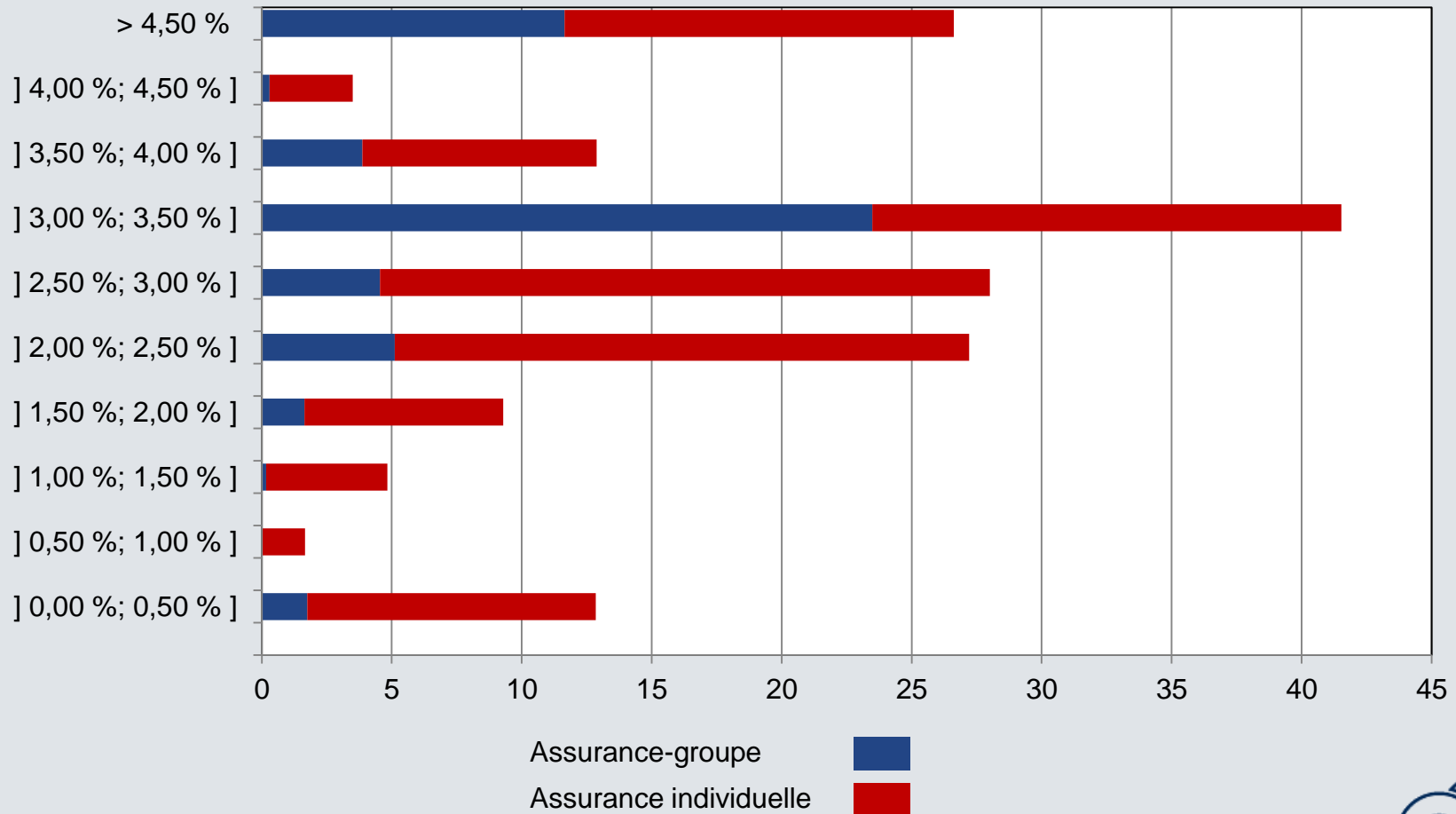
Source: BNB.



Les taux d'intérêt bas constituent un défi pour le secteur des assurances

Ventilation des réserves d'inventaire d'assurance-vie selon le rendement garanti par contrat individuel

(données en fin de période, milliards d'euros, 2014)



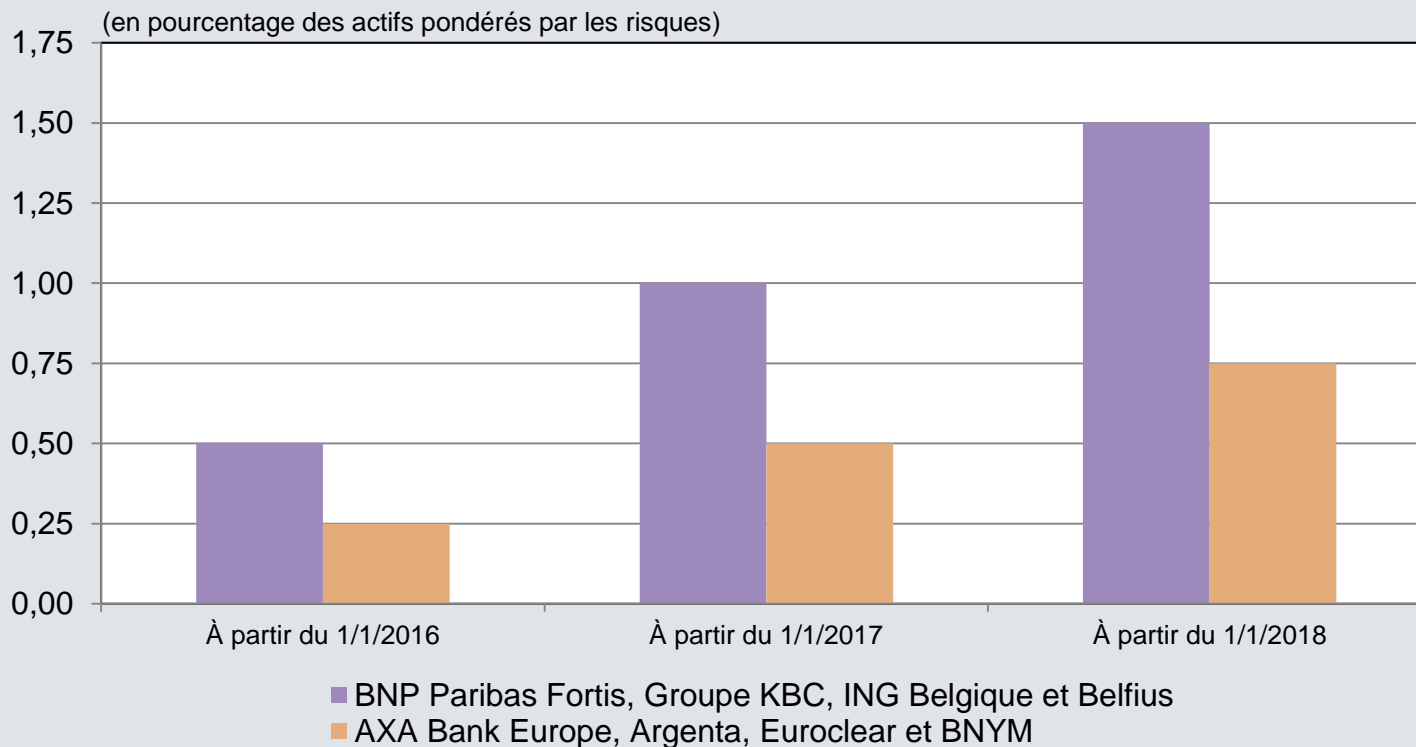
Autres enjeux pour le secteur financier

- ▶ « Oversight » des infrastructures de marché
- ▶ Cyber-risques
- ▶ « FinTech »
- ▶ Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme



Première année complète de la politique macroprudentielle de la Banque

- ▶ Prolongation de la hausse forfaitaire des pondérations de risque sur les prêts hypothécaires applicables à l'immobilier résidentiel
- ▶ Coussin de fonds propres supplémentaires pour les banques nationales d'importance systémique



Source: BNB.

- ▶ Élaboration du cadre de référence du coussin de fonds propres contracyclique, fixé à 0 %



Rapport annuel 2015

1. Situation mondiale
2. Zone euro
3. **Systeme financier belge**
4. Economie belge

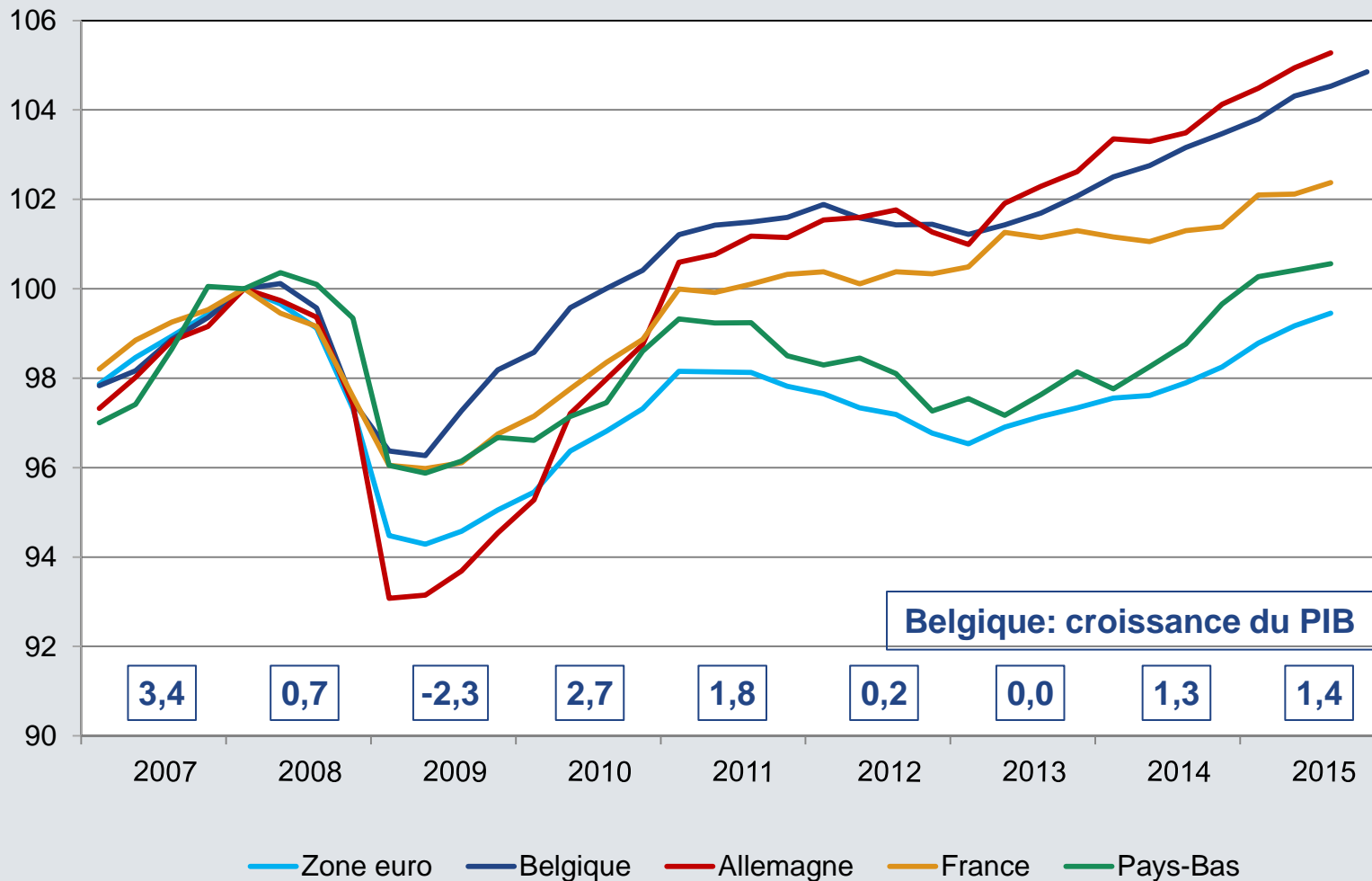


**4. L'économie belge :
encourager la croissance et assurer la
soutenabilité des finances publiques**



Reprise continue, mais modérée, de l'activité en Belgique

(PIB en volume, indices 2008T1 = 100, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)



Nouvel accroissement de l'écart d'inflation entre la Belgique et les pays voisins

Inflation

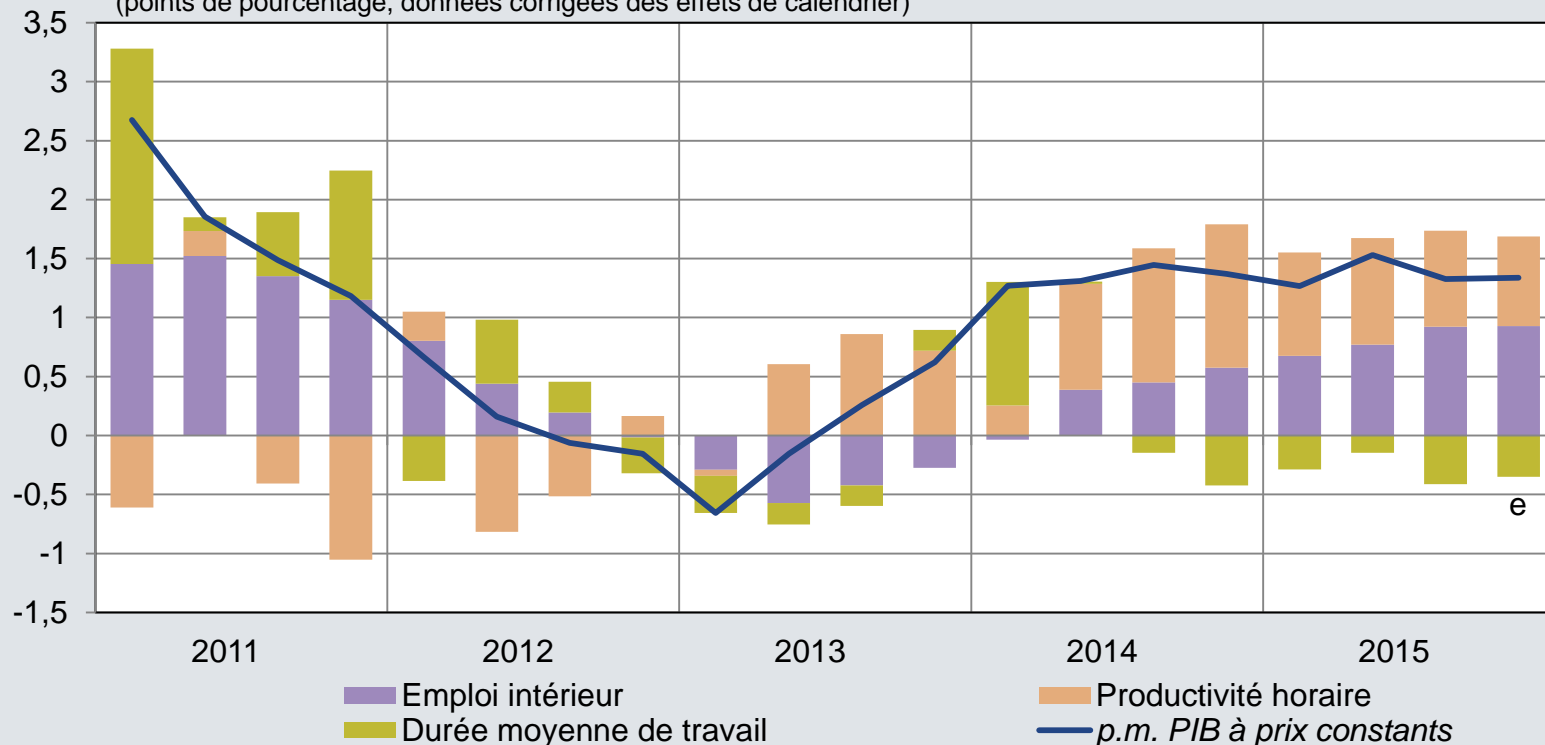
(pourcentages de variation par rapport au mois correspondant de l'année précédente)



La croissance de l'emploi s'est accélérée

Contributions à la croissance annuelle du PIB

(points de pourcentage, données corrigées des effets de calendrier)



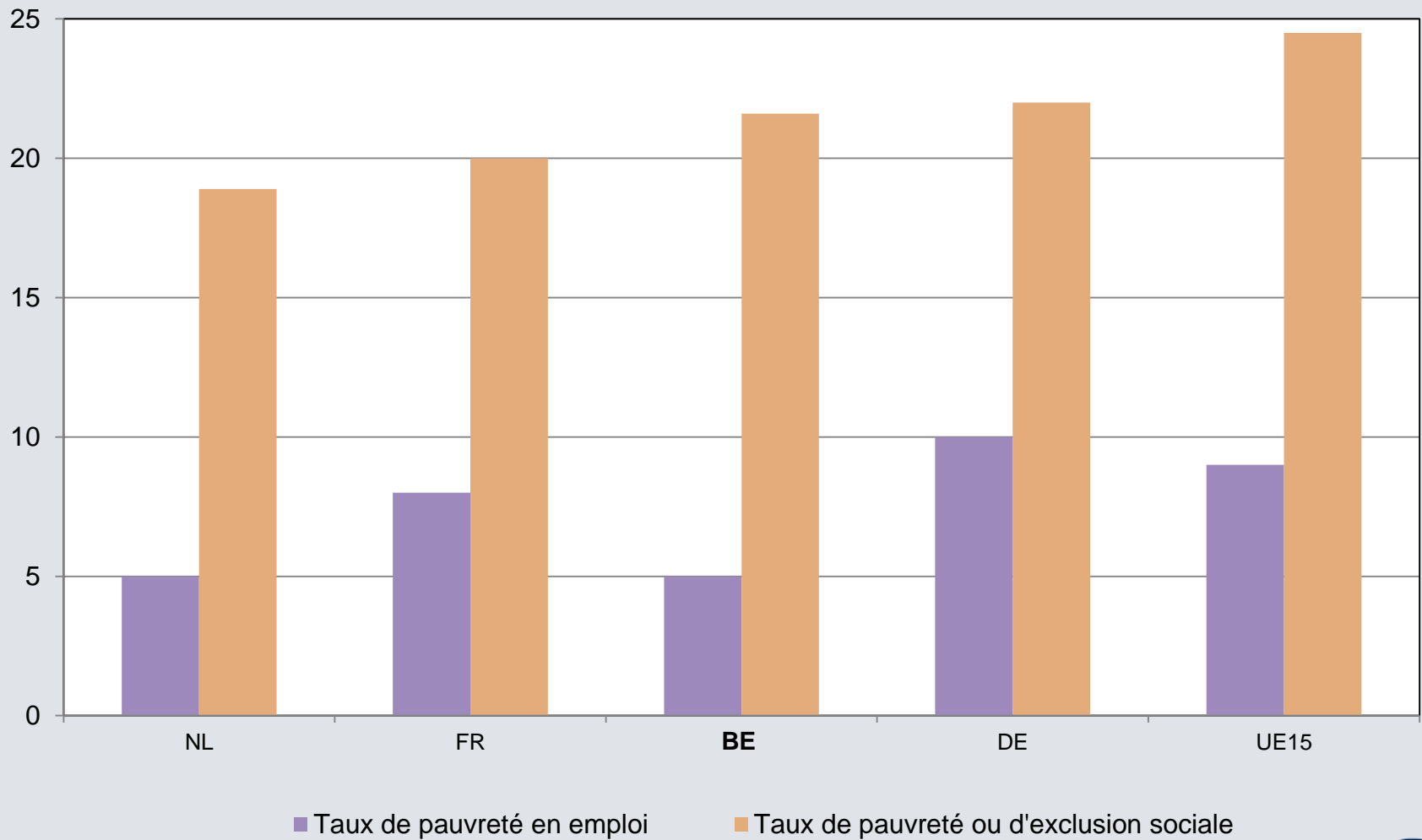
Emploi: variations en personnes

	2011	2012	2013	2014	2015
Emploi intérieur	+61 300	+16 100	-17 700	+15 600	+37 500
Activités marchandes	+34 300	-6 800	-25 900	-300	+23 500



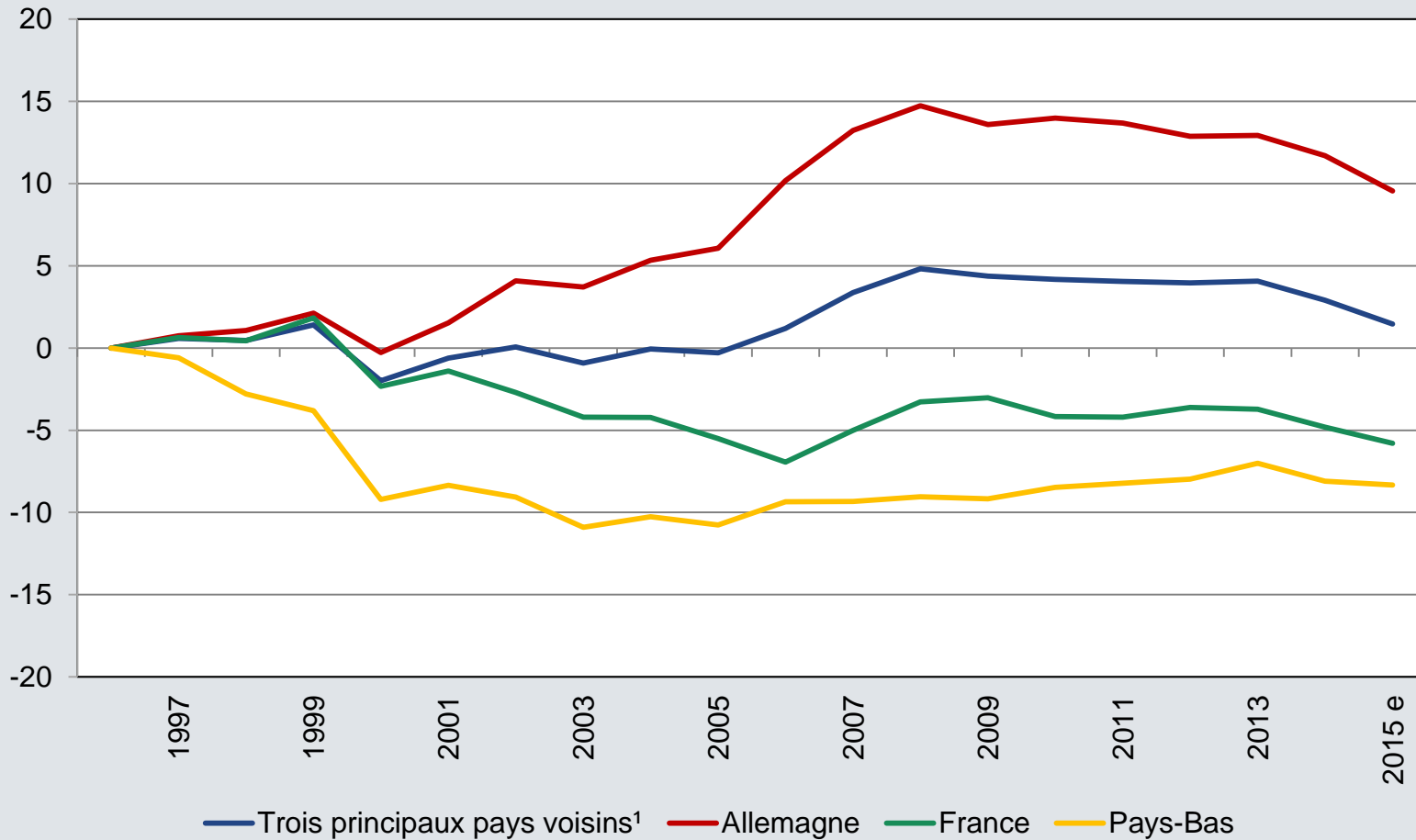
Un emploi réduit le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale

(pourcentages de la population âgée de 18 à 64 ans, 2014)



Le handicap salarial de la Belgique a continué de se réduire

(écarts en pourcentage de l'évolution depuis 1996 des coûts salariaux horaires dans le secteur privé par rapport aux trois principaux pays voisins)



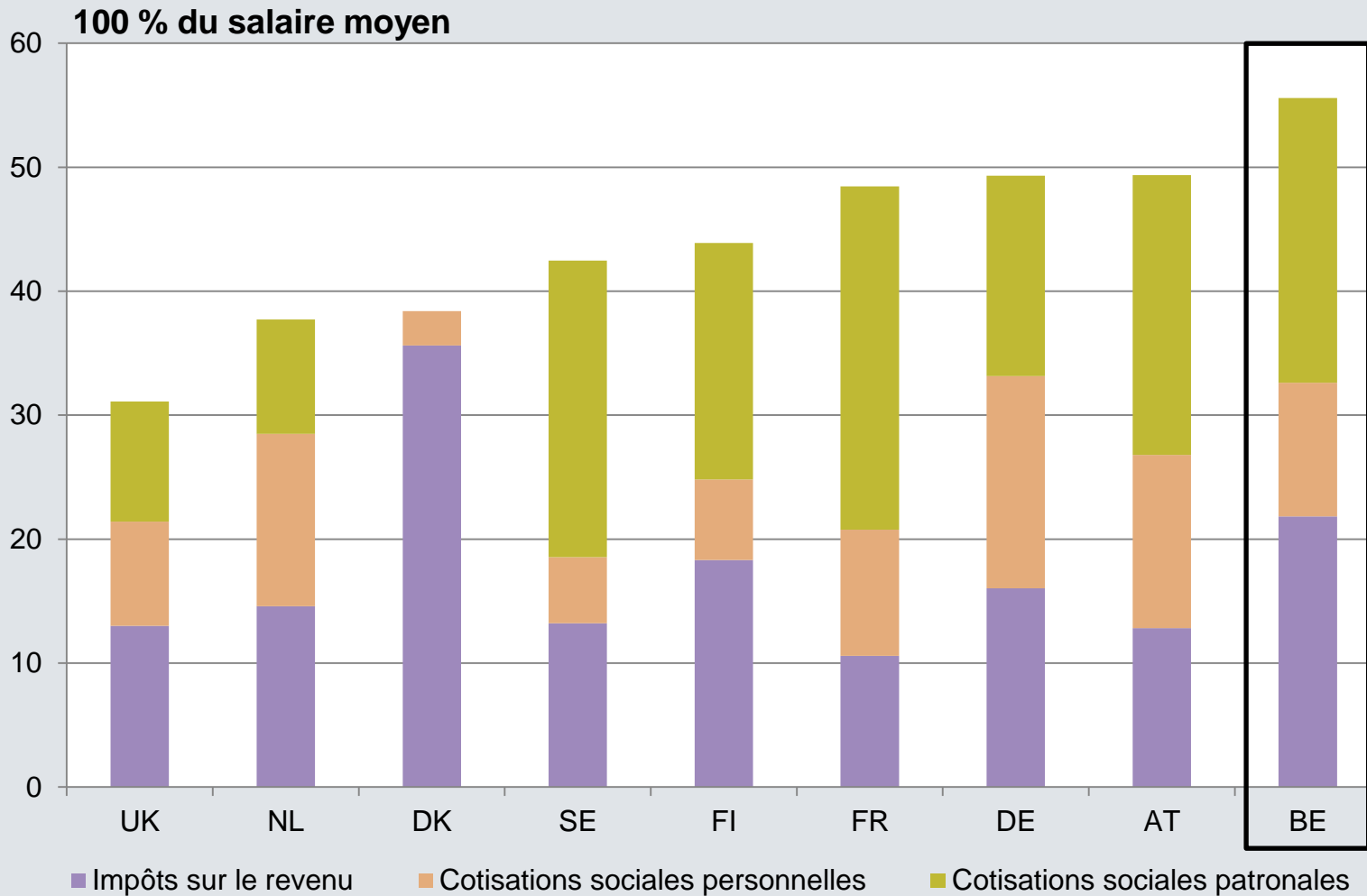
Source: CCE.

¹ Moyenne pondérée sur la base de l'importance relative du PIB.



La Belgique présente le coin fiscal le plus élevé de l'UE

(prélèvements sur les revenus du travail exprimés en pourcentage du coût du travail pour l'employeur, 2014, par niveau de salaire)



Incidence initiale du tax shift sur les comptes des administrations publiques

(millions d'euros)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Cumul
Nouvelles mesures	1 024	4 407	691	2 237	2 147	1 303	11 449
Pouvoir d'achat	883	2 293	331	1 675	1 834	311	7 328
Compétitivité	141	1 754	360	562	313	992	4 121
Financement	915	2 136	885	565	204	127	4 832
TVA et accises	368	1 130	400	525	157	67	2 647
Mesures non liées au travail	537	1 011	410	40	47	60	2 105
Autres mesures de financement net	10	-5	75	0	0	0	80
Solde non financé préalablement	110	1 911	-194	1 672	1 943	1 176	6 617



Tax shift: incidence macroéconomique sur l'économie belge

(déviations en pourcentage par rapport à un scénario de base¹; différentiels de croissance cumulés, sauf mention contraire)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PIB	0,0	0,2	0,5	0,7	1,0	1,3	1,5
Salaire nominal horaire	0,0	-0,8	-0,8	-1,2	-1,5	-2,2	-2,5
Emploi (en personnes)	400	6 100	16 300	26 700	38 600	52 500	64 500
Solde primaire (pourcentages du PIB)	-0,1	-0,4	-0,1	-0,3	-0,6	-0,4	-0,3

Source: BNB, "Incidence macroéconomique sur l'économie belge du scénario de tax shift élaboré par le gouvernement", décembre 2015.

¹ Dans le cadre de l'exercice de simulation du tax shift, les nouvelles mesures en matière de pouvoir d'achat et de compétitivité se montent à 11,4 milliards d'euros d'ici à 2020, et les mesures de financement à 4,8 milliards d'euros.



Réforme des pensions

Aperçu de l'incidence à long terme de la réforme des pensions sur le marché du travail

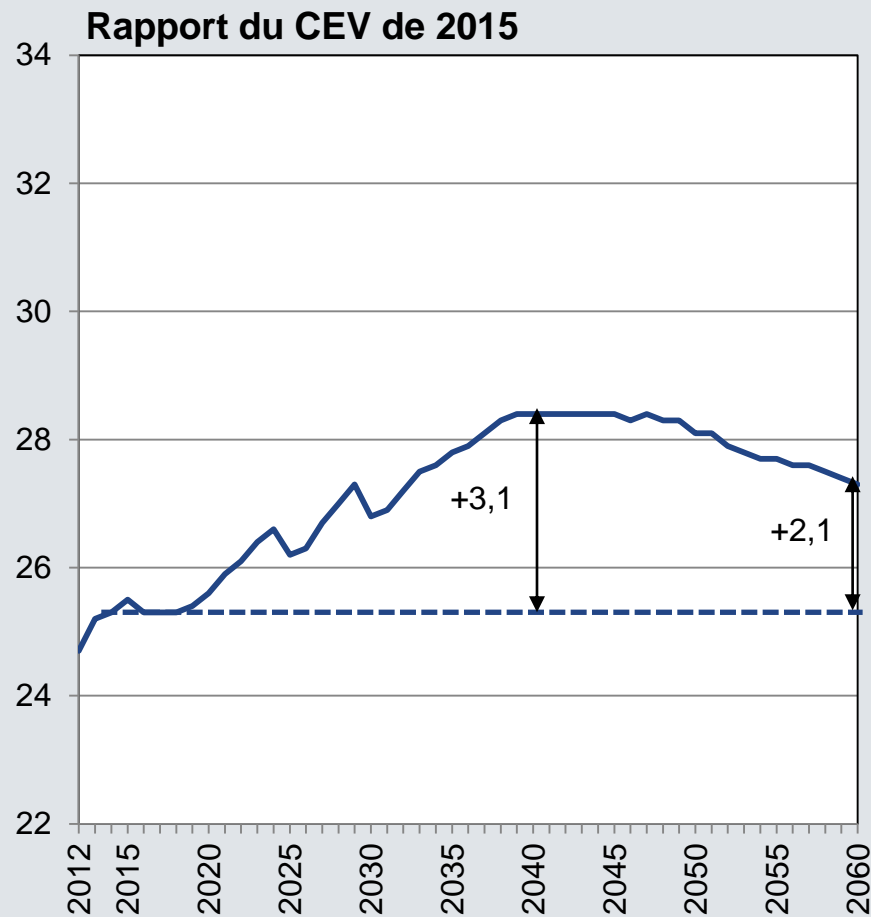
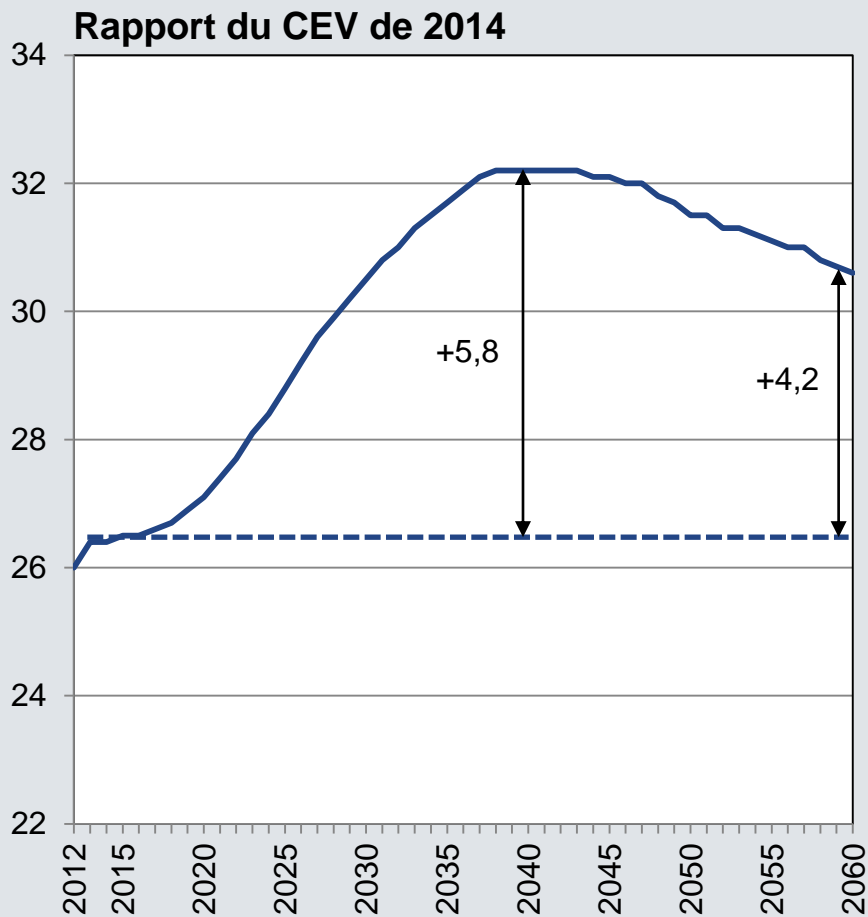
(incidence d'ici à 2060; variations en milliers de personnes, sauf mention contraire; différence entre le scénario de référence et le scénario faisant abstraction des réformes)

Nombre de bénéficiaires d'une pension de retraite	-315
Nombre de chômeurs avec complément d'entreprise non demandeurs d'emploi	-80
Total	-395
Population active:	318
Emploi	292
Demandeurs d'emploi inoccupés	25
Inactifs	77
<i>p.m. emploi (variation en pourcentage)</i>	5,6



La réforme des pensions ralentit la progression des dépenses sociales et renforce la croissance économique

(évolution des prestations sociales, pourcentages du PIB)



La réforme des pensions augmenterait le nombre de travailleurs de 5,6 % d'ici à 2060



Marché du travail: certains groupes requièrent une attention particulière

Taux d'emploi des groupes à risque et objectif 2020 par rapport à la moyenne européenne

(pourcentages de la population correspondante âgée de 20 à 64 ans, sauf mention contraire)

	Belgique			UE27	
	2015 ¹	<i>p.m. Variation depuis 2000²</i>	Objectif 2020	2015 ¹	<i>p.m. Variation depuis 2000²</i>
Total	67,2	1,2	73,2	69,9	3,4
Femmes	62,9	6,9	69,1	64,2	6,9
Moins de 30 ans	57,8	-8,6		61,3	-2,3
55 ans et plus	43,8	17,6	50,0	53,2	16,3
Faiblement qualifiés	45,6	-5,2		52,5	-2,5
Écart entre nationaux et ressortissants hors UE ³	23,1	<i>n.d.</i>	16,5	14,0	<i>n.d.</i>

Source: CE.

¹ Moyenne des trois premiers trimestres.

² Points de pourcentage.

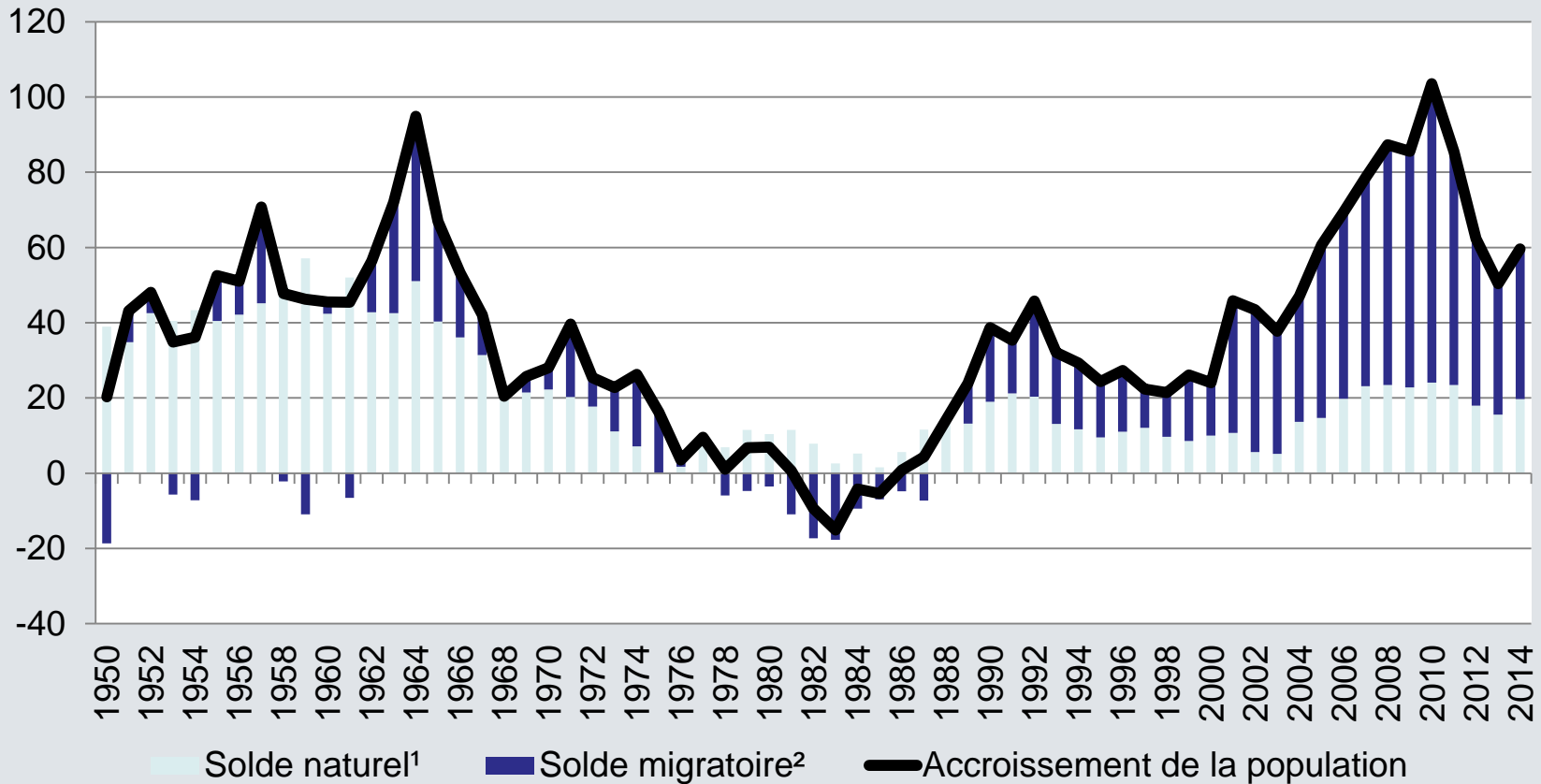
³ Le taux d'emploi des ressortissants extra-européens est de 45,5 % en Belgique, contre 56,5 % en moyenne dans l'UE.



Conséquences économiques de l'afflux de réfugiés en Belgique

Mouvements de la population en Belgique

(en milliers de personnes)



Source: DGS.

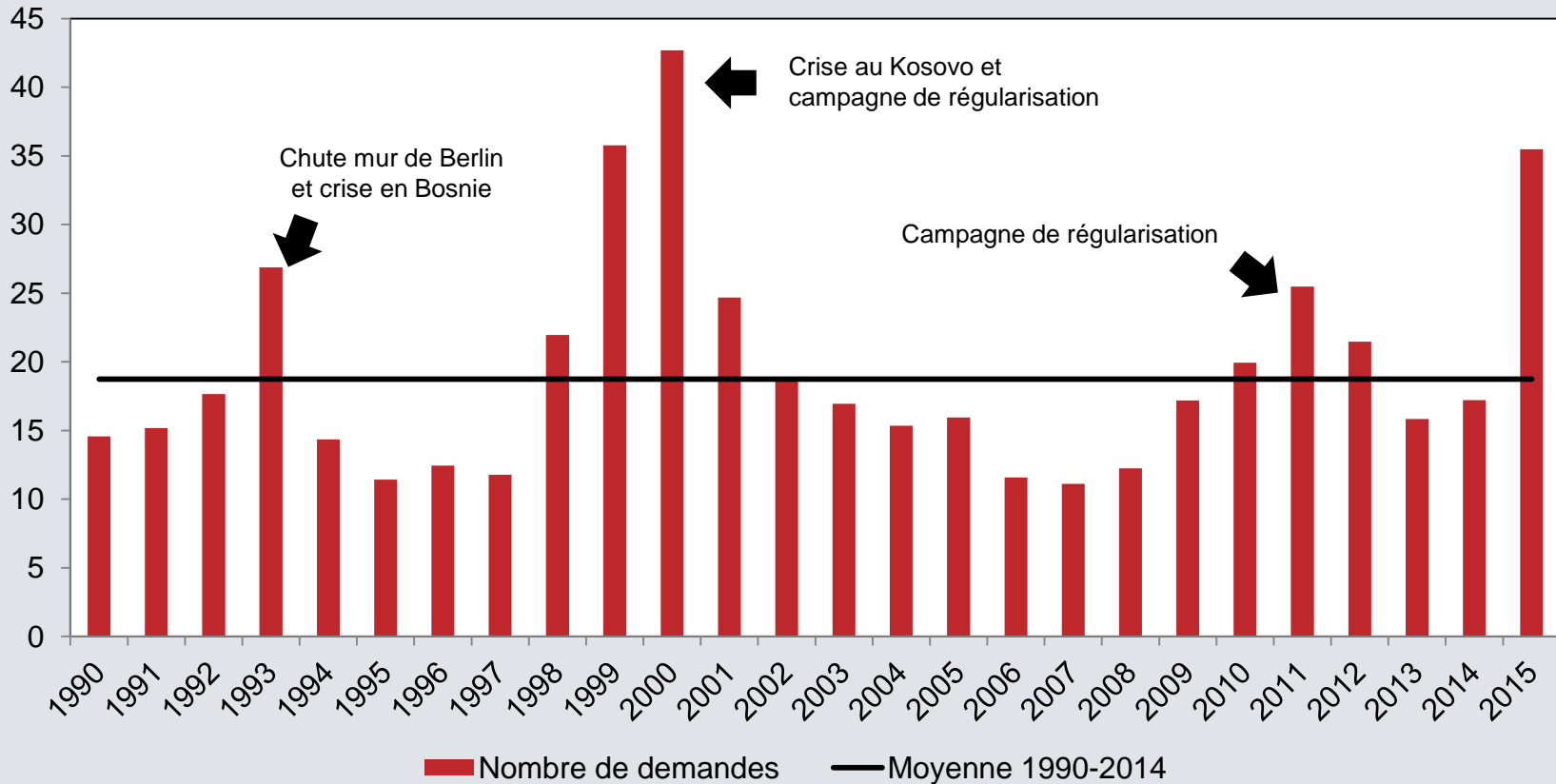
¹ Différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès.

² Différence entre les immigrations (entrées, changements de registre, réinscrits ayant été rayés) et les émigrations (sorties, changements de registre, rayés d'office).



Conséquences économiques de l'afflux de réfugiés en Belgique

Évolution du nombre de demandes d'asile en Belgique 1990-2015
(en milliers de personnes)



Source: CGRA.



Conséquences économiques de l'afflux de réfugiés en Belgique

Résultats macroéconomiques

(moyennes annuelles)

	2015	2020
PIB (en % de variation, cumulé)	0,03	0,10
Emplois (en personnes)	100	12 700
Chômage (pp.)	0,00	0,07
Solde primaire (en % du PIB, non cumulé)	-0,04	0,03

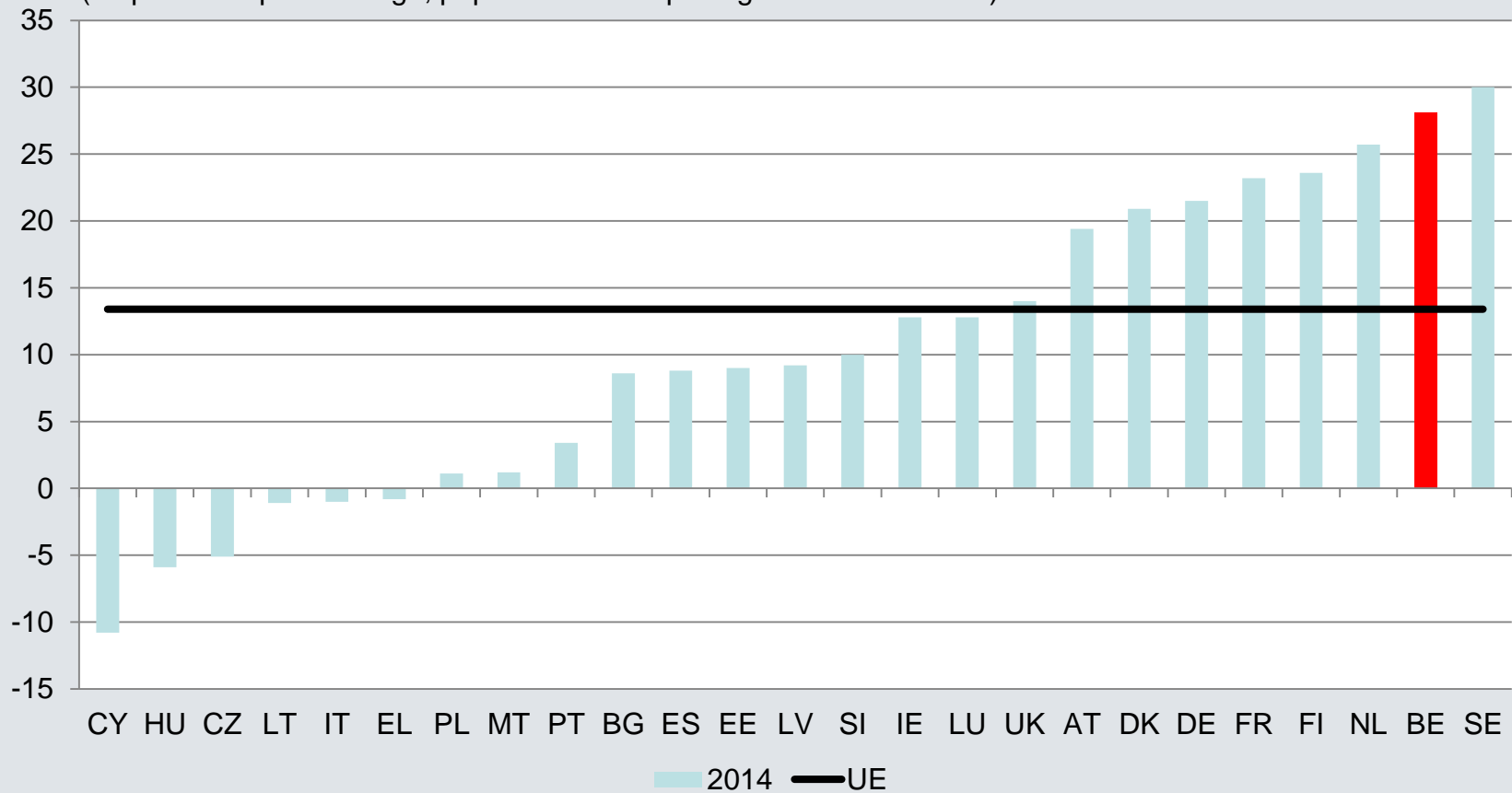
Source: BNB.



Conséquences économiques de l'afflux de réfugiés en Belgique

Écart de taux d'emploi entre les nationaux et les ressortissants non européens en comparaison internationale

(en points de pourcentage, population en emploi âgée de 20 à 64 ans)

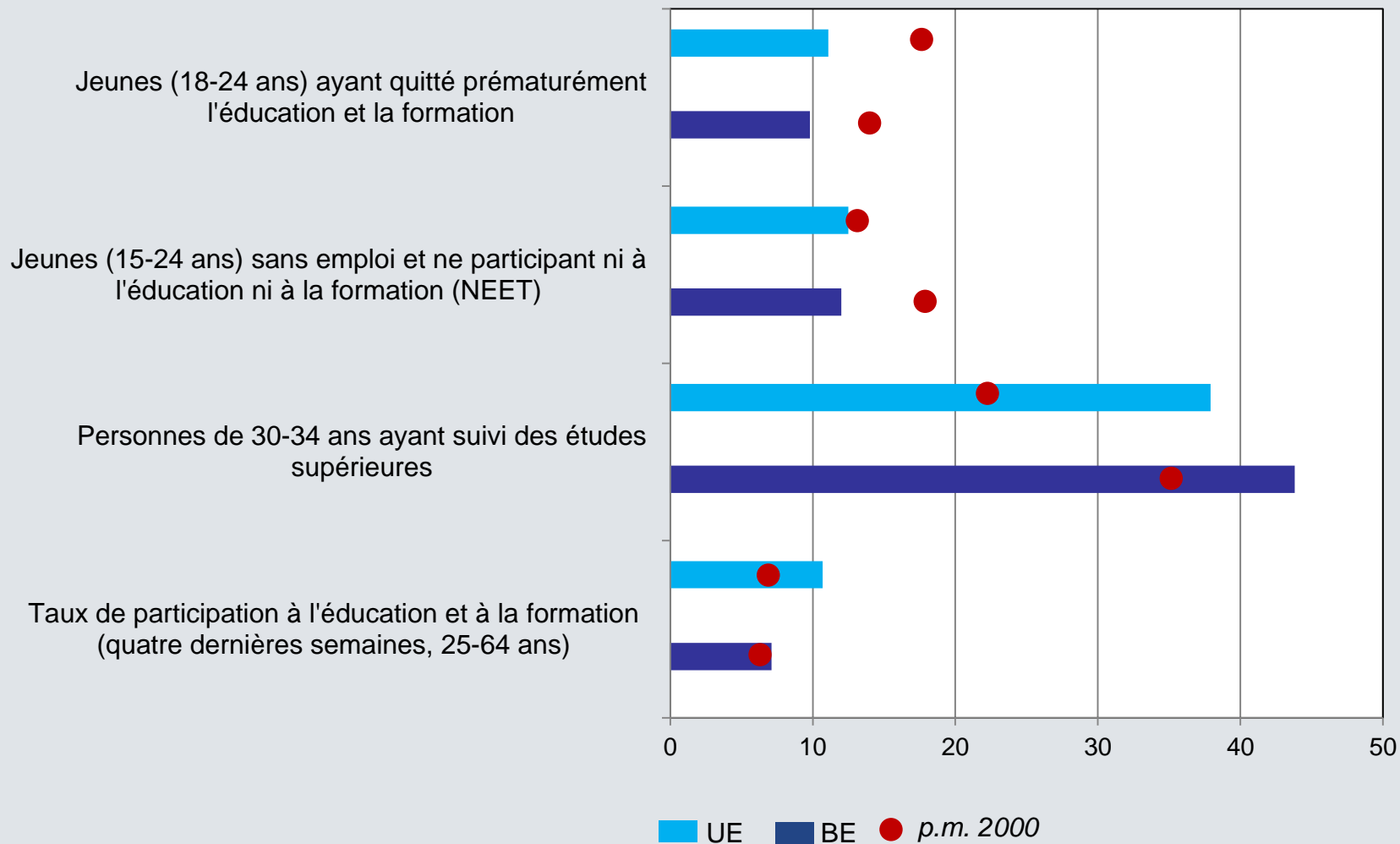


Source: CE.

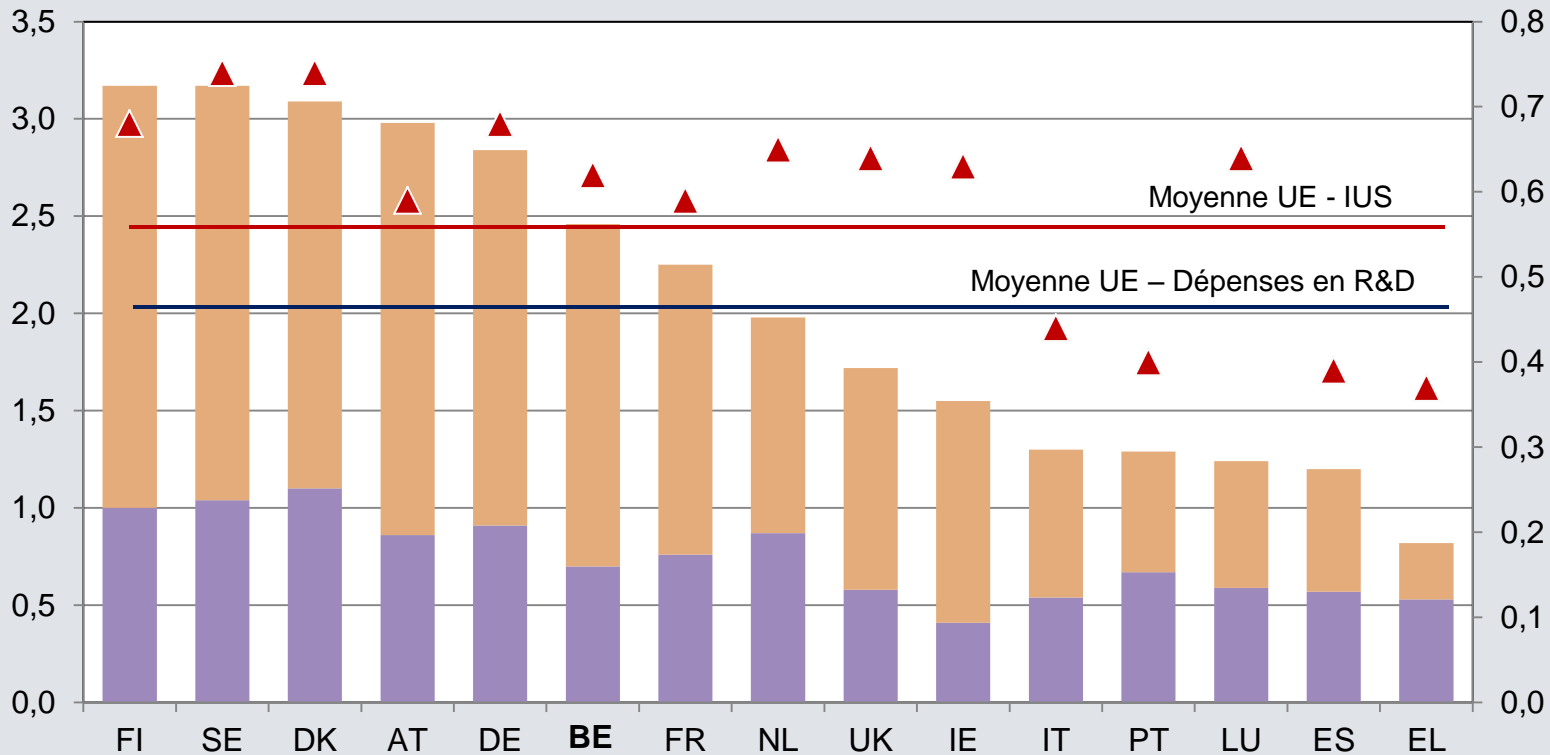


Indicateurs en matière d'éducation et de formation en progrès

(pourcentages de la population correspondante, 2014)



Des investissements en R&D et des performances en matière d'innovation supérieurs à la moyenne européenne (2014)



Dépenses de R&D (pourcentages du PIB) (échelle de gauche)

■ Secteur privé

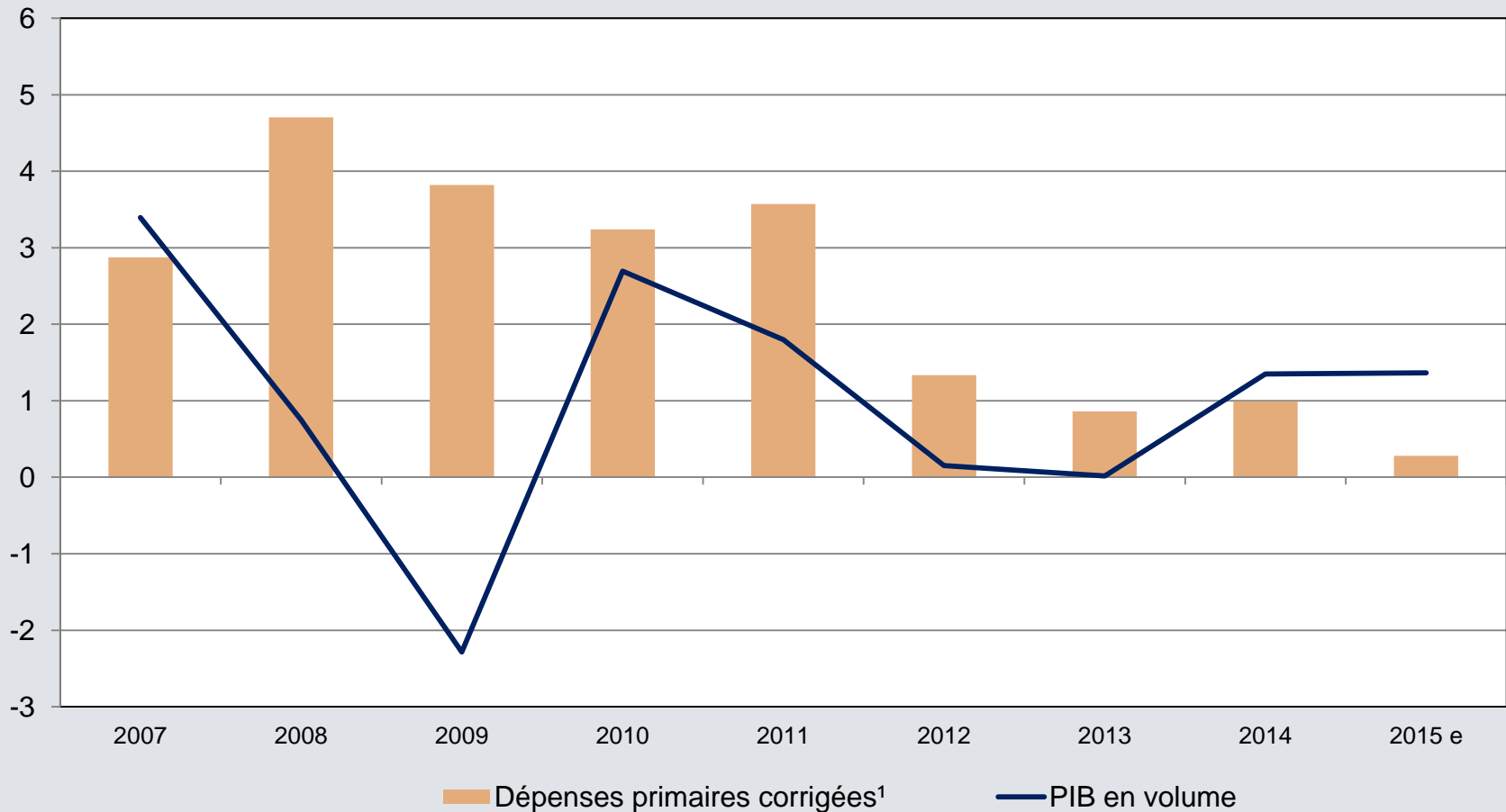
■ secteur public

▲ Performances en matière d'innovation - Innovation Union Scoreboerd (IUS) (échelle de droite)



Finances publiques: l'évolution des dépenses primaires s'est inscrite en deçà de la croissance économique

(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente)



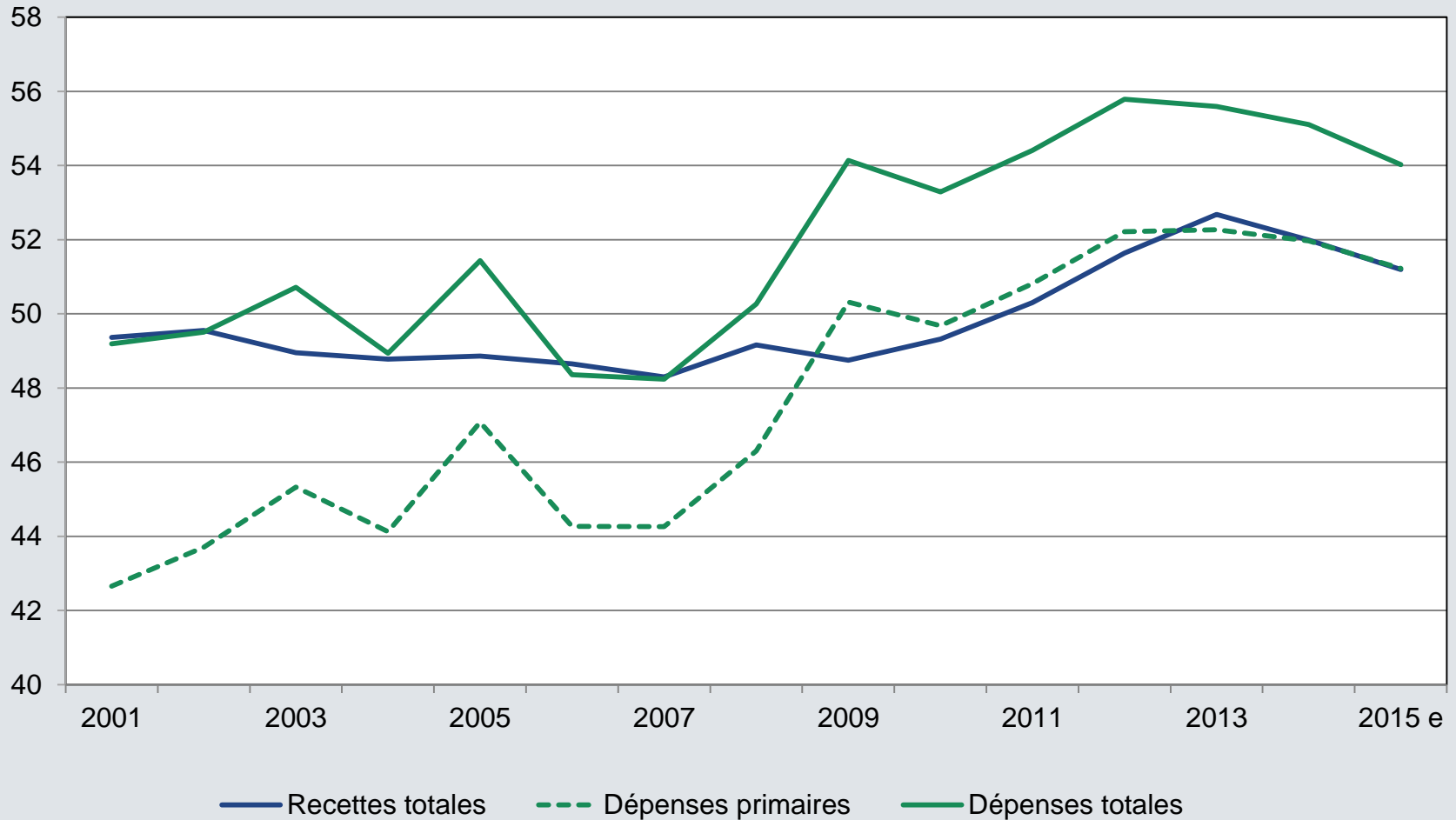
Sources: ICN, BNB.

¹ Dépenses primaires déflatées par le déflateur du PIB et corrigées de l'incidence des facteurs conjoncturels, non récurrents et budgétairement neutres, ainsi que de l'effet de l'indexation.



Diminutions parallèles des recettes et des dépenses publiques

(pourcentages du PIB)



Amélioration du solde de financement de l'ensemble des administrations publiques uniquement grâce aux charges d'intérêts

(pourcentages du PIB)

	2000	2007	2012	2013	2014	2015e
Recettes	49,0	48,3	51,6	52,7	52,0	51,2
Dépenses primaires	42,4	44,3	52,2	52,3	52,0	51,2
Charges d'intérêts	6,7	4,0	3,6	3,3	3,1	2,8
Solde primaire	6,6	4,0	-0,6	0,4	0,0	0,0
Solde de financement	-0,1	0,1	-4,1	-2,9	-3,1	-2,8
<i>p.m. Solde de financement structurel¹</i>	<i>n.d.</i>	<i>n.d.</i>	-3,4	-2,7	-2,8	-2,5

Sources: CE, ICN, BNB.

¹ Selon les estimations publiées par la CE le 5 février 2016, après la clôture du Rapport, le solde de financement structurel s'établirait à -3,4 % du PIB en 2012, -2,8 % en 2013, -2,9 % en 2014 et -2,7 % en 2015.



Soldes de financement de l'ensemble des administrations publiques et par sous-secteur

(pourcentages du PIB)

	2012	2013	2014	2015
Entité I	-3,6	-2,5	-2,6	-2,4
Pouvoir fédéral	-3,5	-2,4	-2,5	-2,4
Sécurité sociale	-0,1	0,0	0,0	0,0
Entité II	-0,6	-0,4	-0,5	-0,4
Communautés et régions	-0,1	-0,2	-0,4	-0,3
Pouvoirs locaux	-0,5	-0,2	-0,2	-0,1
Total	-4,1	-2,9	-3,1	-2,8

Sources: ICN, BNB.

¹ Ces chiffres tiennent compte des avances sur les additionnels régionaux à l'IPP, même s'il convient, d'après la méthodologie du SEC 2010, de considérer ces avances comme de pures transactions financières et de ne comptabiliser les additionnels régionaux qu'au moment de l'enrôlement. L'approche retenue ici, si elle s'écarte de la pratique de l'ICN, correspond à celle suivie pour la formulation des objectifs budgétaires qu'on retrouve dans les recommandations de la section « Besoins de financement des pouvoirs publics » du Conseil supérieur des finances ou dans les programmes de stabilité.



Normes en matière de solde de financement des administrations publiques

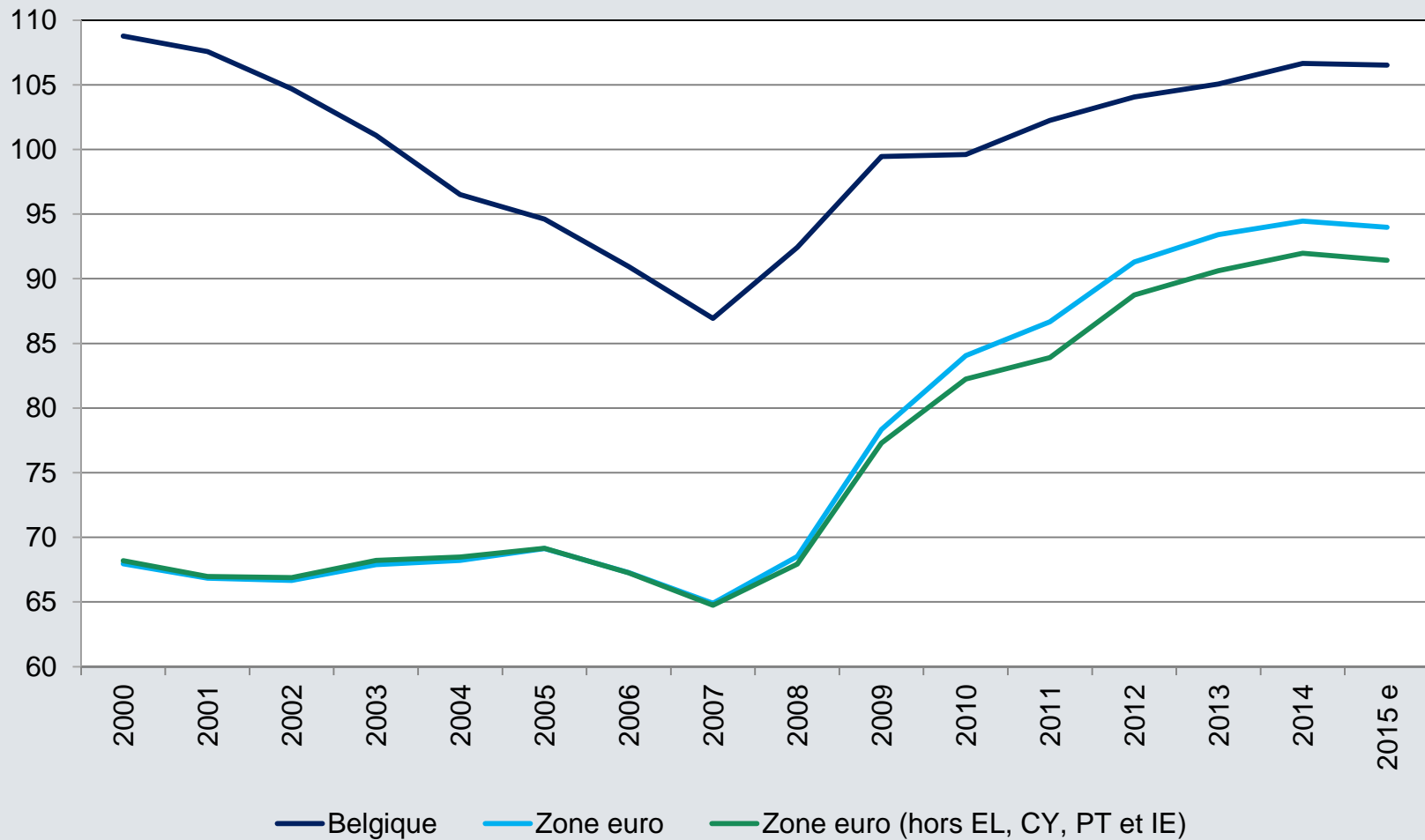
(objectifs des programmes de stabilité, sauf mention contraire, pourcentages du PIB)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Solde budgétaire nominal:							
Avril 2012	-2,8	-2,15	-1,1	0,0			
Avril 2013		-2,5	-2,0	-0,5	0,4		
Avril 2014			-2,1	-1,4	-0,4	0,6	
Avril 2015				-2,5	-2,0	-1,0	-0,2
Octobre 2015 (projet du budget)				-2,6	-2,1	-1,0	-0,3
<i>p.m. Réalisation</i>	<i>-4,1</i>	<i>-2,9</i>	<i>-3,1</i>	<i>-2,8 e</i>			
Solde budgétaire structurel:							
Avril 2013		-1,8	-1,2	0,0	0,75		
Avril 2014			-1,4	-0,7	0,0	0,75	
Avril 2015				-2,0	-1,3	-0,6	0,0
Octobre 2015 (projet du budget)				-2,0	-1,2	-0,5	0,0
<i>p.m. Réalisation</i>	<i>-3,4</i>	<i>-2,7</i>	<i>-2,8</i>	<i>-2,5 e</i>			



Le taux d'endettement diminue en Belgique et dans la zone euro, mais il reste trop élevé

(dette brute consolidée des administrations publiques, pourcentages du PIB)



Rapport annuel 2015

1. **Situation mondiale**
2. **Zone euro**
3. **Systeme financier belge**
4. **Economie belge**



Rapport annuel 2015

23 mars 2016

Spa

Vincent Magnée
Directeur

